

Portrait

Lili Pankotai, la Hongroise qui slame sa rage contre le régime de Viktor Orban ●●● PAGE 18



Genève

Toujours plus offensif, le parlement aime faire la leçon au gouvernement ●●● PAGE 6

Football

Quels joueurs de la Nati fouleront les pelouses de l'Euro? Les choix de Murat Yakin ●●● PAGE 15

Culture

Ben en a fini de jouer avec les mots. Hommage à un avant-gardiste ●●● PAGE 17

Sur Omaha Beach, l'éternel présent



«The Face in the Surf», la plus célèbre photo du Débarquement prise par Capa. Le soldat américain a été identifié comme étant Huston Riley. (NORMANDIE, 6 JUIN 1944/ROBERT CAPA © INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY/MAGNUM PHOTOS)

GUERRE Il y a 80 ans aujourd'hui, les Alliés débarquaient sur les côtes normandes, et ouvraient ainsi un front décisif contre les forces de l'Axe

■ Emmanuel Macron et Joe Biden sont côte à côte lors des cérémonies. Une célébration qui résonne avec notre monde contemporain

■ En Europe en effet, on se bat de nouveau, sur le territoire ukrainien – le président Volodymyr Zelensky est d'ailleurs lui aussi invité

■ Biden et Macron, en campagne, dédient cette journée à la défense de la démocratie et à marquer leur opposition au Rassemblement national et à Trump

●●● PAGES 2, 3, 4

ÉDITORIAL

Le captage de CO₂ de Climeworks a droit à sa chance

ALINE BASSIN
✉ @bassineline

Lorsqu'une crise éclate, la sidération est une réaction bien connue. Alors que la planète se réchauffe inexorablement et que les glaciers se liquéfient à petit feu, il est tentant de se retrancher dans la passivité ou la résignation. En 2009, deux jeunes ingénieurs issus de l'EPFZ ont, eux, fait le pari un peu fou de piéger les molécules de carbone qui se répandent dans l'atmosphère et ont fondé la start-up Climeworks. Quelques années plus tard, le monde s'est enti-

ché de cette planche de salut. Avant de se demander s'il ne s'agissait pas plutôt d'un miroir aux alouettes aussi gourmand en énergie qu'inefficace. De l'aveu même de l'un des cofondateurs de l'entreprise, pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, il faudra retirer 6 à 16 milliards de tonnes de CO₂ de l'air par an. Avec 40 000 tonnes par an, on est loin du compte!

Les dirigeants de la société qui emploie aujourd'hui plus de 500 employés en sont les premiers conscients. Ils ne ménagent pas leurs efforts pour améliorer leur technologie et la déployer à

large échelle. Mardi, lors du grand rendez-vous qu'ils consacrent chaque année au captage du CO₂, ils ont annoncé avoir réussi à réduire l'appétit énergétique de leur dispositif, principalement actif en Islande.

Il en faudra plus pour convaincre les sceptiques qui craignent que Climeworks et ses concurrentes soient un oreiller de paresse pour les pollueurs. Le risque est là, il serait faux de le nier. Quitte à faire preuve de réalisme, menons l'exercice jusqu'au bout. Pendant

que le «Sud global» demande sa part de développement et que l'énergivore IA se répand comme une traînée de poudre, il est à craindre que le monde n'échoue dans sa tentative de réduire ses émissions de CO₂ dans les volumes nécessaires. Hier, une nouvelle étude scientifique avertissait d'ailleurs que le réchauffement causé par les activités humaines avait atteint un «rythme sans précédent».

Face à l'urgence, le GIEC s'est «résigné» à intégrer les technologies de captage de CO₂ dans l'éventail des

mesures à considérer pour contenir la hausse des températures. Plus enthousiaste, *Time* vient de placer l'entreprise sur sa liste des 100 sociétés marquant 2024. Sans abandonner son esprit critique mais en refusant une propension à l'autoflagellation très helvétique, il faut laisser une chance à Climeworks de déployer ses ailes. En se rappelant que lors d'une crise le plus grand risque est de ne rien faire, on peut en toute légitimité se réjouir que la Suisse accouche d'une telle initiative, fondée sur l'innovation technologique et orientée «solution».

●●● PAGES 4, 9, 11

Deux présidents en campagne à Omaha Beach

COMMÉMORATION Emmanuel Macron et Joe Biden, qui sont côte à côte lors des cérémonies marquant le 80e anniversaire du Débarquement du 6 juin 1944, ont à cœur de se poser en défenseurs de la démocratie et de marquer le contraste avec le Rassemblement national et Donald Trump

PAUL ACKERMANN, PARIS
ET SIMON PETITE, MIAMI

En second plan des 80 ans du D-Day, une autre offensive se joue sur les plages de Normandie, jusqu'au dimanche 9 juin. Avec la visite d'Etat du président américain en France, sa première, qui survient opportunément juste après les célébrations du Débarquement, ce sont deux présidents en campagne qui saisissent l'opportunité d'apparaître sous leur meilleur jour.

Pour Joe Biden et Emmanuel Macron, le 6 juin, jour J des grandes cérémonies internationales, est bien sûr l'occasion de prendre la pose avec des vétérans et les chefs d'Etat occidentaux dans le cadre majestueux d'Omaha Beach. C'est aussi l'occasion de se poser en héritiers de la lutte contre le fascisme ou en protecteurs de la liberté et de la démocratie à l'heure de la guerre en Ukraine. Bien pratique pour un Joe Biden à la traîne face au populiste Donald Trump en vue de la présidentielle de novembre, et un Emmanuel Macron dont le camp devrait ce dimanche subir une douche froide aux élections européennes, finissant largement derrière l'extrême droite du Rassemblement national.

L'Ukraine mais pas la Russie

Le président français en profite d'ailleurs pour s'inviter ce soir dans les journaux télévisés de TF1 et France 2 afin d'être interviewé sur l'actualité internationale. Une démarche à quelques heures des élections, contraire aux usages et dénoncée par le patron des Républicains (droite traditionnelle) Eric

Ciotti, qui exige que l'opposition bénéficie de la même exposition et saisit l'autorité de régulation des médias.

Cette journée du 6 juin est marquée par une série de cérémonies britanniques, américaines, canadiennes et, surtout, une grande célébration internationale qu'Emmanuel Macron préside en présence de nombreux autres chefs d'Etat, représentant les pays impliqués dans la libération de la France, dont Joe Biden bien sûr et... Volodymyr Zelensky. L'Ukraine est effectivement « associée aux commémorations du 6 juin, non pas au nom d'une lecture du passé, mais au regard de la résonance historique du Débarquement avec le juste combat que mène aujourd'hui la nation ukrainienne », selon les termes de l'Elysée.

«La Russie n'a pas été invitée», ajoutent les conseillers du président français. Les conditions pour sa participation ne sont pas réunies, compte tenu de la guerre d'agression lancée en 2022, qui n'a fait que croître depuis ces dernières semaines. » On le voit, ces commémorations se profilent comme dépassant largement les considérations historiques, permettant aussi aux organisateurs de se profiler sur des dossiers brûlants. L'Élysée a d'ailleurs présenté la visite d'Etat de Joe Biden comme l'occasion d'évoquer «le soutien sans faille et dans la durée à apporter à l'Ukraine», ce, «alors que 80 ans après la libération de l'Europe, la guerre est de retour sur le continent».

Ce lien avec l'actualité se fait dans des contextes électoraux tendus. Joe Biden, tout d'abord, bataille pour être réélu face à Donald Trump le

LE D-DAY EN CHIFFRES

1300 navires,
4000 barges de
débarquement
19 000 véhicules,
11 600 avions
150 000 hommes
débarqués
Plus de 12 000
hors combat dont
4400 tués
30 000 Allemands
en défense sur les
plages
4000 à 9000 tués
(IT)



Emmanuel Macron passe les troupes en revue. (MÉMORIAL DE PLUMELEC, 5 JUIN 2024/BENOIT TESSIER/AFP)



«La guerre a montré la valeur des alliances et des partenariats et cela continue de résonner aujourd’hui»

JOHN KIRBY, CONSEIL AMÉRICAIN DE SÉCURITÉ NATIONALE

ce dernier, l'ancien président avait exprimé plusieurs fois son admiration pour Adolf Hitler. «Difficile de croire qu'il ait manqué l'Holocauste et la mort de 400 000 soldats américains en Europe», déclare ce haut fonctionnaire. Il explique cette affinité par la fascination de Donald Trump pour les «hommes forts» ou par le fait que Hitler avait, disait l'ancien président, «redressé l'économie» allemande avant 1939 ou «parvenait à maintenir la loyauté de ses officiers», toujours selon les propos rapportés par John Kelly.

Il y a une autre leçon que Joe Biden martèlera sur les plages de Normandie. «La guerre a montré la valeur des alliances et des partenariats et cela continue de résonner aujourd'hui», a argué John Kirby, devant les médias internationaux,

en rappelant le sacrifice des soldats anglais, canadiens ou australiens lors du Débarquement et la libération de l'Europe. L'administration Biden pense en particulier à l'OTAN, née après la Seconde Guerre mondiale pour contrer la menace soviétique et aujourd'hui sur le qui-vive face à la Russie.

Là aussi, le contraste avec Donald Trump est frappant. Durant son mandat, l'ancien président ne cachait pas son dédain pour l'organisation et s'indignait contre les pays européens qui se reposaient sur les Etats-Unis pour leur défense. Sur ce point, il avait raison, mais trop tôt, soit avant l'invasion de l'Ukraine en 2022 qui a provoqué un électrochoc sur le continent. Alors que les pays européens contribuent aujourd'hui collectivement davantage à l'aide à l'Ukraine que les Etats-Unis, le républicain continue de faire campagne contre l'Europe. En février dernier, il encourageait la Russie à envahir les pays qui ne payeraient pas leurs factures. Des déclarations qui ont créé l'effroi parmi les alliés européens, que Joe Biden, en ballottage défavorable, aura bien de la peine à rassurer. Ces dernières semaines, les Européens se sont plutôt précipités auprès de l'entourage de Donald Trump pour sonder ses intentions s'il revient à la Maison-Blanche.

Deux France

Aux côtés de Joe Biden, Emmanuel Macron aura lui aussi à cœur de se profiler encore une fois, entre les lignes bien sûr, comme le seul rempart possible face au populisme d'extrême droite, europhobe, parfois russophile et au passé trouble sur la question du nazisme. Positionnement qu'il martèle à longueur de discours et de fuites dans la presse depuis des mois, que ce soit sur l'Europe, la souveraineté ou les valeurs des grands Français auxquels il rend hommage comme Robert Badinter. Le président de la République entend imposer ce récit: il y a deux France, celle qui a résisté et celle qui a collaboré, la sienne et celle des Le Pen.

Une dualité d'autant plus bienvenue pour lui qu'il cherche à faire du Rassemblement national son seul rival. Que ce soit quand il propose un débat à Marine Le Pen ou impose à son jeune premier ministre Gabriel Attal de débattre en duel face au dauphin du lepénisme, Jordan Bardella. Le tout, ces derniers temps, en vue de rassembler un maximum de voix aux élections européennes de ce week-end. Les sondages donnent effectivement une extrême droite largement en tête devant un camp présidentiel en si mauvaise posture qu'il est menacé sur la deuxième marche du podium par la liste socialiste menée par le très europhile Raphaël Glucksmann.

Les cérémonies de cette semaine n'échapperont pas à cette sorte de nouveau bipartisme français que veut imposer le président Macron. Afin d'explicitier ce lien entre histoire et situation actuelle, l'Elysée a déclaré que c'est au nom du «temps renoué» que la présidence allait aborder cette séquence mémorielle. Cela se fera notamment en insistant sur le premier discours du général de Gaulle à Bayeux en juin 1944, «ce temps de renaissance de la France». Selon les conseillers d'Emmanuel Macron, «ce seront des commémorations du temps renoué parce que 1944 est cet été où la France, héritière de 1789, et de l'esprit de fédération, a renoué avec elle-même» après les égarements de Vichy, un message qui ferait «écho à beaucoup de nos enjeux contemporains».

Pour ces proches du président, le débarquement en Normandie évoquerait aussi «tous les combats [...] rejetant toutes les formes d'oppression.» Le message d'Emmanuel Macron aux Français: il y a aujourd'hui en Europe un combat à mener «contre l'exclusion et la haine». Et à ceux qui accusent le président de profiter des commémorations pour faire passer des messages électoraux, l'Elysée répond que «le Débarquement a eu lieu le 6 juin 1944 et c'est une date que nous avons plutôt tendance à respecter». ■

MAIS ENCORE

Des touristes venus honorer les «anges gardiens»

Appareil photo ou téléphone en main, la foule avait les yeux rivés vers le ciel. Des centaines de touristes venus honorer la mémoire des soldats ou découvrir leur histoire ont vu atterrir mercredi des parachutistes à Sainte-Mère-Eglise (nord-ouest de la France). Une quarantaine de vétérans américains, fauteuils roulants poussés par de jeunes soldats, ont été accueillis sous les applaudissements, les sifflets et les remerciements. (AFP)



Un obus explose devant des soldats américains. (UTAH BEACH, 6 JUIN 1944/2014 GALERIE BILDERWELT)

Que s'est-il passé le 6 juin 1944 en Normandie?

HISTOIRE D-Day, Overlord, Omaha: des mots ancrés dans la culture populaire en référence à l'une des plus grandes et audacieuses opérations militaires de l'Histoire. Voici un rappel des événements de cette journée et de ce qui y a conduit

GRÉGOIRE NAPPEY

✉ @gnappey

Il fait un temps exécrable sur la Manche, en ce début juin 1944. Prévu le 5 juin, le Débarquement doit être reporté. Déjà lancés, des navires font demi-tour. L'attaque pourra-t-elle avoir lieu le lendemain? Si cette fenêtre est manquée, il faudra attendre deux semaines pour que les conditions de lune et de marée soient de nouveau réunies, sans compter une météo offrant une mer praticable et assez de visibilité.

Opération Neptune

Une fragile accalmie se profile, mais il faut prendre la décision plus de 24 heures à l'avance, le temps pour certains bâtiments de rejoindre l'armada. Au général Dwight D. Eisenhower, commandant en chef du QG des forces alliées en Europe nord-occidentale, de trancher. Ce qu'il fait le 4 juin à 21h30: l'opération aura lieu le 6.

L'enjeu est énorme. La guerre en Europe dure depuis cinq ans et neuf mois. L'Allemagne nazie occupe une large part du continent. Le front à l'est a déjà connu une bascule début 1943 avec la victoire des Russes à Stalingrad. Installés en Afrique du Nord depuis fin 1942, les Alliés débarquent en Sicile en juillet 1943 pour prendre l'Italie par le sud. A la fin de l'année, à la conférence de Téhéran, les «trois grands» – l'Américain Roosevelt, le Britannique Churchill et le Soviétique Staline – s'entendent sur l'ouverture d'un nouveau front en Europe occidentale.

Oléoducs et ports préfabriqués

La proximité des ports anglais impose une opération dans le nord-ouest de la France; mais où briser le Mur de l'Atlantique, cette ligne de défense qui va du Pays basque à la Norvège? Ce sera la Normandie, avec ses plages et ses ports en eaux profondes; tout en laissant croire aux Allemands que le Pas-de-Calais est visé, là où Grande-Bretagne et continent sont les plus proches.

La date du 1er mai est envisagée, mais il faut davantage de temps pour fabriquer suffisamment de barges amphibies. Un mois supplémentaire est nécessaire pour cette opération Overlord, qui comprend le Débarquement (lui-même opération Neptune, la plus grande du genre de tous les temps), et la conquête de la Normandie afin de permettre ensuite de viser l'Allemagne et de mettre un terme à la guerre.

Il faut imaginer ce qu'une telle entreprise implique comme anticipation et logistique, dans le plus grand secret, tout en faisant croire à l'adversaire que l'attaque aura lieu ailleurs. Des exercices sont organisés. L'un, au large du sud-ouest de l'Angleterre, non seulement se déroule mal du fait de nombreuses erreurs, mais, pire, connaît même une vraie attaque allemande: des vedettes lance-torpilles arrivent par hasard sur le lieu de la répétition, près de mille hommes y perdent la vie.

Dans l'organisation de l'opération, le ravitaillement une fois sur sol français est capital. Pour les immenses besoins en carburant, les Alliés prévoient un système d'oléoducs

arrivant en Normandie. Ils imaginent aussi deux ports flottants préfabriqués au large des plages pour débarquer le matériel, dont les blindés et autres nombreux véhicules. L'une de ses structures sera détruite par une tempête le 19 juin.

Une mer rouge de sang

Dans la nuit du D-Day (jour J), des milliers de navires partis des différents ports du sud de l'Angleterre convergent vers un point de ralliement au milieu de la Manche, vite baptisé Piccadilly Circus, du nom d'un célèbre carrefour londonien, en raison de son encombrement. L'impressionnante armada progresse ensuite vers la côte normande. Dès minuit, des vagues de parachutistes et de planeurs sont envoyés pour sécuriser les flancs de la zone d'attaque. Les mauvaises conditions de visibilité dispersent les troupes et compliquent les plans, mais sèment aussi la confusion chez les Allemands.

Sur Omaha, c'est un carnage. Les GI sont fauchés à peine sortis des barges

Peu après minuit, les défenses côtières allemandes sont pilonnées par l'artillerie et l'aviation; la Résistance française, alertée par la seconde partie d'une strophe de Verlaine («Blessent mon cœur/D'une langueur/Monotone») se livre à des opérations de sabotage à l'arrière.

A 6h30, c'est l'assaut. Les cinq plages ont des noms de code devenus légendaires: Utah et Omaha Beach pour l'US Army à l'ouest, Gold, Juno et Sword à l'est pour les Britanniques et Canadiens, ainsi qu'une poignée de combattants d'autres pays, parfois occupés, dont des Français et des Belges. Dans certains secteurs, les préparatifs ont été efficaces et la résistance est faible. Sur Omaha, c'est un carnage. Les bombardements n'ont pas atteint leurs objectifs et les GI sont fauchés à peine sortis des barges. La mer est rouge de sang. Il faudra de longues heures et de lourdes pertes humaines pour sécuriser la position.

Côté allemand, les forces – beaucoup d'anciens du front de l'est – sont de basse qualité. Le commandement est mal organisé et divisé: certains chefs demeurent persuadés qu'il s'agit d'une diversion et que le vrai débarquement interviendra dans la Pas-de-Calais. Pour activer les divisions de Panzer (blindés), il faut l'accord de Hitler. Parti en Allemagne pour l'anniversaire de sa femme, le maréchal Rommel, à la tête des armées allemandes dans la région, doit faire demi-tour à l'annonce de l'invasion. Dans l'après-midi, une contre-attaque sur le secteur britannique et canadien échoue.

En fin de journée, les Alliés ont conquis quatre têtes de pont pas encore reliées entre elles. Ils sont en deçà des objectifs, mais tiennent bon. La jonction entre toutes les zones interviendra dans les jours suivants. Et surtout, ce n'est que le début de la sanglante et destructrice bataille de Normandie, la suite de l'opération Overlord. Elle durera près de trois mois. ■

Dans l'ombre du Débarquement

RÉCIT



FRANÇOIS GROSJEAN
PROFESSEUR HONORAIRE,
UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

Les commémorations du débarquement des troupes alliées en Normandie ont commencé et ceux qui y ont participé seront célébrés, comme il se doit. Nous leur devons tant et voulons leur exprimer notre profonde reconnaissance.

Mais il y a aussi ceux qui sont restés dans l'ombre et que l'on ne connaît pas. Mon père, Roger Grosjean, pilote des Forces aériennes françaises libres (FAFL), est de ceux-là.

Afin de rejoindre le général de Gaulle en Angleterre en 1943, il fait croire aux Allemands qu'il est prêt à espionner pour leur compte s'ils l'aident à passer en Espagne. De là, il rejoint la Grande-Bretagne, révèle son stratagème et participe au système Double Cross de désinformation sous le nom de code FIDO*.

Pendant un peu moins d'une année, il fait partie d'une quarantaine d'agents doubles qui ont pour objectif d'envoyer de fausses informations aux Allemands quant au lieu de débarquement. En transmettant un savant mélange de renseignements corrects anodins et d'informations fausses, les services secrets ont réussi à faire croire aux Allemands que le débarquement aurait lieu dans la région de Calais/Dunkerque. Cela a permis d'éviter l'arrivée des troupes de l'Axe en Normandie pendant plusieurs semaines.

Quatre-vingts ans après les faits, cinq décennies après la mort de mon père, son dossier n'a toujours pas été rendu public par le MI5, le service de renseignement britannique. Je me suis longtemps demandé pourquoi, étant donné que d'autres dossiers d'agents sont maintenant accessibles. Dans un livre, *A la recherche de Roger et Sallie*², j'évoque une raison probable qui est plutôt embarrassante pour le MI5 et bien loin des secrets d'Etat derrière lesquels on peut se cacher pour ne pas révéler la vérité.

Se pourrait-il que le MI5 ait demandé à une jeune Anglaise, Sallie Pratt, qui est devenue ma mère par la suite, de surveiller mon père pendant son séjour en Angleterre? L'opération Double Cross avait atteint un stade très sensible à la fin de 1943 et il fallait à tout



Roger Grosjean, jeune pilote au début de la Deuxième Guerre mondiale, et Sallie Pratt, mannequin pour le couturier français Jacques Griffe. (ARCHIVES PERSONNELLES)



Se pourrait-il que le MI5 ait demandé à une jeune Anglaise, Sallie Pratt, qui est devenue ma mère par la suite, de surveiller mon père pendant son séjour en Angleterre?

prix que la désinformation sur le lieu du Débarquement continue à être transmise, et qu'aucun obstacle ne vienne la contrer. Lorsqu'un agent était en déplacement – ce qui a été le cas pour mon père dès janvier 1944 –, d'autres personnes en plus des officiers traitants

prenaient la relève et étaient en contact direct avec Londres.

Quelle meilleure manière de le faire que de demander à une jolie jeune femme de se rapprocher de ce pilote célibataire, de faire en sorte qu'il en tombe amoureux, et de rester avec lui afin de signaler tout comportement suspect?

A première vue, cela ressemble à un roman d'espionnage de Ian Fleming, mais ce qu'il faut se rappeler, c'est que le monde de l'espionnage, le vrai, a toujours connu des situations de ce genre et notamment des pièges à miel.

Quels sont les indices qui font penser que Sallie avait reçu pour tâche de surveiller Roger? Tout d'abord, elle travaillait en 1943 dans le club fréquenté par les Français libres depuis plusieurs mois déjà; il était donc facile pour elle d'être à l'affût de Roger, et de le surveiller de loin avant de faire sa connaissance.

Mais il y a d'autres indices aussi. Sallie déménage chez Roger dès le mois de

décembre 1943 et reste avec lui, soit à la campagne près de son terrain d'aviation à Caistor, soit à Londres jusqu'à son départ au Maroc en juillet 1944. Il est clair que la cohabitation est la seule façon de le surveiller efficacement, surtout lorsque l'enjeu est tel.

Deux autres éléments constituent des preuves circonstancielles. Premièrement, le jour du départ de Roger sur sa base, Sallie change officiellement de nom. Elle abandonne son nom anglais et adopte le nom de famille de mon père. Hors du commun aussi est l'adoption d'un nom totalement français, Sallie Henriette Grosjean, alors qu'elle ne parle pas la langue. Les avantages d'une telle action sont doubles: cela enchante Roger, qui y voit une preuve de son amour, et permet à Sallie de vivre avec lui plus facilement afin de le surveiller.

L'autre preuve circonstancielle concerne le fait que Sallie abandonne son travail de régisseuse de théâtre pour venir rejoindre Roger à Caistor. Quelle personne accepterait de renon-

cer à un métier de ce genre pour aller habiter loin du monde du spectacle dans une petite bourgade de province? Mais comme il ne faut surtout pas laisser cet agent seul, Sallie a accepté cette mission.

La participation de ma mère à la surveillance de mon père serait donc la raison principale de retenir le dossier de mon père, d'autant plus que Sallie était encore vivante lorsque j'ai fait ma première demande en 2004. Outre la protection que le MI5 promet à ses employés, il y a aussi le fait que révéler à un fils que sa mère surveillait son père sur demande du MI5 n'est pas du meilleur goût. Il l'est d'autant moins lorsque l'on sait, car cela doit figurer dans le dossier, qu'ils se sont séparés rapidement et que leurs deux enfants ont été ballottés entre nourrices et pensionnats durant toute leur jeunesse.

Le monde de l'espionnage, le vrai, a toujours connu des situations de ce genre et notamment des pièges à miel

J'ai fait part de mon hypothèse au spécialiste des services secrets britanniques, Nigel West, et il m'a répondu à deux reprises dans le même sens. En 2005, il m'a indiqué que l'explication que je proposais était tout à fait plausible. Et en 2014, à la suite d'un article sur le sujet, il m'a répondu qu'il y avait très certainement quelque chose dans le dossier de FIDO qui était déplaisant et que le MI5 ne voulait pas que je le sache. Et c'est probablement ce sur quoi j'ai mis le doigt.

Mes parents sont restés ensemble très peu de temps après la guerre malgré la grande passion de Roger pour Sallie. Ils sont ensuite partis dans différentes directions, mais sans leurs enfants: Sallie dans la mode – elle a été mannequin chez Jacques Griffe à Paris – puis dans l'élevage de chevaux de course en Italie. Et Roger, après quelques années de flottement, a entamé une carrière d'archéologue en Corse où il a fait de remarquables découvertes, notamment à Filitosa et Cauria. ■

* «FIDO: French Pilot and Security Service Double Agent Malgré Lui», dans «International Journal of Intelligence and Counter Intelligence», François Grosjean (2010).2) «A la recherche de Roger et Sallie», François Grosjean (2016), Editions Attinger, Hauterive (NE).

A quand la facture des catastrophes climatiques?

CHRONIQUE



DAVID HILER
ANCIEN CONSEILLER D'ETAT VERT À GENÈVE,
CHRONIQUEUR

Ces printemps meurtriers confirment hélas ce que l'on constate depuis plusieurs années

Nous avons vécu un printemps pluvieux. Un climat anglais me glissait, un peu dépit, un habitant du quartier, ressortissant du Royaume-Uni. Ce n'est pas très agréable, mais il faudra nous y habituer. La hausse des températures augmente en effet le risque de précipitations: plus l'air est chaud, plus il contient de vapeur d'eau qui se transformera en averses potentiellement intenses. Ces épisodes de fortes pluies seront donc inévitablement plus nombreux.

Nous nous consolons en constatant que la nature profite de l'humidité ambiante et surtout qu'en Suisse nous nous en tirons bien: quelques inondations sans gravité en Suisse centrale et en Suisse orientale et c'est tout. Nos voisins français ont eu moins de chance. Les terribles inondations dont a souffert la Moselle ont occasionné des dégâts considérables.

Événements dramatiques à travers le monde: Chine, Etats-Unis, Brésil, Kenya, etc.

En Chine, le Guangdong, province côtière du sud-est du pays, a été frappé

par d'importantes inondations qui ont entraîné l'évacuation de dizaines de milliers d'habitants. Par ailleurs, nous avons tous en mémoire les images spectaculaires des déluges de pluie qui se sont abattus sur une grande partie des Emirats arabes unis, Oman, Bahreïn et l'Arabie saoudite.

Aux Etats-Unis, de puissantes tempêtes ont fait au moins 18 morts et des milliers de blessés au Texas, en Oklahoma et en Arkansas. Plus d'un million de personnes ont été privées d'électricité. Ce n'est rien en comparaison de ce qui s'est passé au Brésil. Les crues ont submergé 90% de l'Etat du Rio Grande do Sul, dont la superficie est égale à sept fois celle de la Suisse, entraînant 172 décès et le déplacement 600 000 personnes. L'événement le plus meurtrier est survenu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où un glissement de terrain a fait 2000 victimes, une catastrophe provoquée par les violentes pluies qui ont frappé la région ces dernières semaines.

L'Afrique n'a pas été épargnée. La saison des pluies, amplifiée par le phé-

nomène climatique *El Niño*, a eu des conséquences meurtrières: au moins 45 morts au Kenya, 155 morts en Tanzanie et des centaines de milliers de déplacés dans ces deux pays, ainsi qu'au Burundi. Avant-hier, des pluies intenses et des vents violents ont frappé la côte est de l'Afrique du Sud, en bordure de l'océan Indien. Plus de 2000 personnes ont été évacuées et plusieurs maisons ont été rasées par les intempéries.

Qui va payer pour les dommages causés par l'élévation des températures? Ces printemps meurtriers confirment hélas ce que l'on constate depuis plusieurs années. Ce sont les pays les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut humain à ces catastrophes en série. Dans les pays développés, les victimes sont bien moins nombreuses mais les conséquences économiques ne sont pas négligeables. La facture des dégâts matériels s'alourdit chaque année. Les compagnies d'assurances assument encore la majeure partie mais elles acceptent de moins en moins de couvrir les risques pour les

maisons situées dans des zones inondables.

Qui va payer pour les dommages causés par l'élévation des températures? La question va certainement se poser de façon de plus en plus insistante. On notera à ce propos que l'Etat du Vermont a pris une mesure radicale à la suite des inondations catastrophiques subies l'été dernier. Il a adopté une loi obligeant les entreprises de combustibles fossiles à payer une partie des dommages causés par le changement climatique. En vertu de ce texte, un rapport doit être présenté sur le coût total des émissions de gaz à effet de serre pour les habitants de l'Etat pendant les années 1995-2024.

Je ne sais quel sort les tribunaux américains réserveront à cette législation. Il est toutefois intéressant de relever que le journal américain *The Hill* fait état d'un sondage qui suggère qu'une majorité d'électeurs américains seraient favorables à une action en justice contre les compagnies pétrolières pour les effets du changement climatique. ■

Sur les plates-bandes de Trump

IMMIGRATION A cinq mois de l'élection présidentielle, Joe Biden s'est résolu à restreindre le droit d'asile aux Etats-Unis depuis le Mexique. Ces mesures sont similaires à celles qu'il reprochait à son prédécesseur

SIMON PETITE, MIAMI
✉ @simonpetite

Tournant aux Etats-Unis: le président Joe Biden a décidé mardi de fermer la frontière avec le Mexique, pour freiner l'afflux de migrants qui menace sa réélection au mois de novembre. Les sondages sont pour une fois unanimes: sur ce dossier brûlant, le démocrate est jugé bien plus sévèrement que son prédécesseur et adversaire Donald Trump. Durant son mandat, le républicain s'était vanté de construire un mur à la frontière avec le Mexique et il avait pris des mesures extrêmes contre l'immigration.

«La vérité est qu'il y a une crise migratoire mondiale», a déclaré Joe Biden, à la Maison-Blanche, avant de prendre l'avion pour la France, où il assiste à la commémoration du Débarquement du 6 juin 1944. «Si les Etats-Unis ne sécurisent pas leurs frontières, il n'y a pas de limite au nombre de gens qui peuvent essayer de venir ici [...] parce qu'il n'y a pas de meilleur endroit sur la planète.» Pour annoncer ce tour de vis, le président Biden avait invité des gouverneurs, des élus et des maires démocrates, mais certains avaient décliné, en particulier dans les rangs des progressistes opposés à ces nouvelles mesures, un peu comme une partie de l'électorat du pré-

sident lui reproche son soutien presque inconditionnel à Israël dans la guerre à Gaza.

Concrètement, Joe Biden a annoncé que les personnes qui franchiraient illégalement la frontière depuis le Mexique ne pourraient plus déposer de demande d'asile aux Etats-Unis et seraient renvoyées. Ces mesures seront activées dès que les arrivées dépasseront les 2500 personnes par jour, soit environ 75 000 par mois, un niveau que les Etats-Unis n'ont plus connu depuis 2021, première année du mandat de Joe Biden.

«Pas le choix»

Ces restrictions sont donc entrées en vigueur mardi à minuit, heure américaine (hier matin en Suisse). Les mineurs non accompagnés et les victimes des «formes sévères» du trafic d'êtres humains ne seront pas concernés. Tous les autres migrants pourront encore demander l'asile aux points d'entrée officiels, au nombre de quelques dizaines, ou en utilisant une application internet déjà surchargée.

Dans son discours, Joe Biden a estimé qu'il aurait «préféré passer par le Congrès» pour sécuriser la frontière méridionale des Etats-Unis. Un compromis entre démocrates et républicains était à portée de main en février dernier mais il a été saboté par Donald Trump, qui ne voulait pas faire ce



Des migrants campent autour du mur frontalier de Ciudad Juarez, Chihuahua. (MEXIQUE, 29 MAI 2024/EPA/LUIS TORRES)

cadeau électoral à son rival. «Les républicains ne m'ont pas laissé le choix», a estimé Joe Biden, en justifiant le choix de recourir à un ordre exécutif présidentiel.

Mais le président n'a pas expliqué pourquoi il avait attendu quatre mois pour agir, en vertu d'une loi qui avait aussi été invoquée par Donald Trump durant son mandat. L'opposition républicaine a dénoncé des mesures tardives et électoralistes. L'aile gauche du Parti démocrate critique, au contraire, un revirement qui donne raison à Donald Trump, alors qu'il «faudrait marquer notre différence», estimait Pramila Jayapal, élue de gauche de l'Etat de Washington. La grande association de défense des libertés aux Etats-Unis, American Civil Liberties Union (ACLU), a d'ores et déjà annoncé qu'elle attaquerait devant les tribunaux cette décision, qui viole, selon elle, les lois américaines et

les obligations internationales du pays garantissant le droit d'asile aux personnes fuyant les persécutions. L'association avait fait de même sous la présidence Trump.

«Les républicains ne m'ont pas laissé le choix»

JOE BIDEN, PRÉSIDENT AMÉRICAIN

En agissant unilatéralement, le président interdit les entrées sur le territoire américain en dehors des points légaux. Mais faute d'une loi au Congrès, il ne peut pas débloquent de moyens supplémentaires pour engager des gardes-frontières ou des fonctionnaires chargés de traiter des demandes d'asile, dont l'examen peut prendre jusqu'à six ans. Au-delà de l'effet d'annonce dis-

suasif, l'impact de ces mesures est donc encore incertain. «Notre système d'immigration est cassé», a reconnu Joe Biden, et il n'y a pas d'espoir qu'il puisse être réparé avant la présidentielle de novembre. Le président a toutefois loué la collaboration avec le Mexique, devenu le premier partenaire commercial des Etats-Unis. Il a d'ailleurs appelé le président Andrés Manuel Lopez Obrador mardi, ainsi que sa successeuse Claudia Sheinbaum, qui vient d'être élue. Cette relation sera mise à rude épreuve avec ces nouvelles restrictions annoncées par la Maison-Blanche.

Marquer malgré tout la différence

Joe Biden a toutefois essayé de marquer sa différence avec Donald Trump, qu'il affrontera le 27 juin dans un débat télévisé. «Je ne diaboliserai jamais les immigrants, a-t-il affirmé.

Je ne dirai jamais qu'ils empoisonnent le sang du pays. Je ne séparerai jamais des enfants de leur famille à la frontière. Je ne bannirai pas des immigrants sur la base de leurs croyances religieuses.» Au début de sa présidence, Donald Trump avait interdit d'entrée les ressortissants de plusieurs pays musulmans, s'appuyant sur la même section de la loi sur l'immigration et la nationalité invoquée ce mardi par Joe Biden. La Cour suprême avait soutenu le Muslim Ban promulgué par Donald Trump, une décision alors dénoncée par l'ACLU comme un «échec rappelant l'incarcération des Japonais résidant aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale». Enfin, Joe Biden a insisté sur le fait qu'il ne permettrait jamais à l'armée de déporter des millions d'immigrants illégaux, comme le projetait Donald Trump. ■

L'Initiative de Genève, plus pertinente que jamais?

ISRAËL-PALESTINE Les deux porteurs de cet accord, conclu il y a 20 ans, étaient en Suisse cette semaine. Ils se disent convaincus que le moment est venu de le sortir des placards pour mettre fin aux souffrances actuelles au Proche-Orient

LUIS LEMA
✉ @luislema

Enfin, on les entend! C'est un paradoxe: alors qu'une guerre sans précédent fait rage à Gaza, alors que «le camp de la paix» n'a jamais paru aussi invisible, aussi bien en Israël qu'en Palestine, les promoteurs de l'Initiative de Genève veulent croire que leur tour est désormais venu.

L'Initiative de Genève? Celarestel'accord de paix le plus ambitieux jamais conclu entre Palestiniens et Israéliens, il y a plus de 20 ans. Du tracé des frontières entre les deux Etats au sort des colonies israéliennes et au statut de Jérusalem, l'accord était censé régler dans les moindres détails les différends qui opposent les deux peuples. Mais après l'euphorie initiale, on a fini par l'oublier. Même la Suisse, qui en avait été le principal parrain politique à l'origine, a fini par s'en détourner. Jugeant que l'Initiative manquait de «pertinence dans la réalité du Proche-Orient d'aujourd'hui», elle a cessé de la financer depuis la fin de

l'année dernière. L'Initiative est «détachée de la réalité présente», avait justifié le conseiller fédéral Ignazio Cassis.

Mais la fin des finances ne signifie pas la fin de l'intérêt. A Berne, où ils se trouvaient en début de semaine, les deux représentants de l'Initiative – le Palestinien Nidal Foqaha et l'Israélien Gadi Baltiansky – ont rencontré des parlementaires suisses de divers partis, ainsi que des responsables du Département des affaires étrangères. Les deux hommes s'en montrent convaincus: à Berne, comme ailleurs, voilà bien longtemps que le contenu de cet accord global n'avait pas suscité autant d'intérêt.

Accélérateur

Gadi Baltiansky, l'Israélien: «Des gens, parfois inattendus, viennent nous voir avec cette question: «Qu'est-ce que c'était, déjà, cet accord?» Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, les a reçus récemment. Tout comme plusieurs parlementaires israéliens, des conseillers d'hommes politiques, des groupes de réflexion internationaux. Nidal Foqaha, le Palestinien: «La souffrance est telle, actuellement, du côté palestinien, que cela peut aussi servir d'accélérateur, estime-t-il. Intéressons-nous à ce qui pourrait éviter qu'on ne se retrouve une fois de plus dans la même situation à l'avenir.»

Les deux hommes dirigent deux

antennes distinctes de l'Initiative de Genève, à Tel-Aviv et à Ramallah. Avant le 7 octobre 2023, leurs organisations avaient multiplié les rencontres, les présentations dans les écoles, les marches le long de la «ligne verte» (la ligne d'armistice de 1949), et les tentatives de lobbying diplomatique. «Nous savons comment réagissent les Israéliens et les Palestiniens devant les propositions formulées dans le texte,

«Il faut secouer la situation, et non pas attendre de prétendues circonstances idéales»

GADI BALTIANSKY, UN DES REPRÉSENTANTS DE L'INITIATIVE DE GENÈVE

enchaine Gadi Baltiansky. L'Initiative de Genève constitue une sorte de manuel pour connaître les principaux points de dispute. Face à chacun de ces points, des solutions ont été pensées, et longuement débattues.»

La «solution des deux Etats», dont l'Initiative de Genève représente l'application concrète, a recueilli l'aval

(au moins théorique) des Etats-Unis de Joe Biden, de l'Union européenne ou encore du G7 (le groupe des plus grandes puissances économiques mondiales). La Suisse, elle aussi, en a fait un élément central de sa stratégie au Proche-Orient. Dans ce contexte, même s'ils ne souhaitent pas «interférer» dans les décisions qui relèvent de chaque pays, les deux hommes s'interrogent devant ceux qui rechignent à reconnaître l'existence d'un Etat palestinien. «Il faut secouer la situation, et non pas attendre des prétendues circonstances idéales qui permettraient d'avancer. Ces conditions, il faut avoir le courage de les créer», estime encore Gadi Baltiansky. «Ceux qui souhaitent un Proche-Orient prospère et sûr doivent entreprendre des actions. Rester passif face aux catastrophes en cours n'est pas la bonne recette.»

Une Initiative de Genève qui n'est plus soutenue par la Suisse? La question d'un possible retour du financement suisse n'était pas au menu des discussions à Berne. Mais l'étonnement demeure: «La Suisse a été très engagée dans ce processus pendant deux décennies, rappelle Nidal Foqaha. Et lorsqu'on nous demande où elle se situe aujourd'hui face à cette Initiative qu'elle a grandement contribué à faire naître, nous sommes... un peu embarrassés.» ■

EN BREF

Macron participera à la conférence du Bürgenstock

Le président français, Emmanuel Macron, «participera» à la conférence de paix sur l'Ukraine qui doit se tenir en Suisse à la mi-juin, a annoncé hier officiellement l'Elysée. Outre le soutien militaire à l'Ukraine «dans la durée», la France entend apporter «son soutien politique et diplomatique», a expliqué l'Elysée. ATS

En Inde, l'alliance de Modi formera un gouvernement

Le parti nationaliste hindou du premier ministre indien, Narendra Modi, le BJP, s'est mis d'accord hier avec ses alliés de la coalition pour former un gouvernement. Cela, après des législatives où il n'a pas réussi à obtenir une majorité absolue ATS

Nucléaire: l'AIEA adopte une résolution contre l'Iran

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté hier à Vienne une résolution rappelant formellement à l'ordre l'Iran pour son manque de coopération. Et ce, sur fond de montée en puissance de son programme nucléaire. ATS

A Genève, exécutif et législatif se toisent

BILAN La nouvelle législature entamée il y a un an est marquée par des tensions croissantes entre les deux pouvoirs. Toujours plus offensif, le parlement fait la leçon au gouvernement. La nouvelle présidente du Conseil d'Etat, Nathalie Fontanet, vise l'apaisement

SYLVIA REVELLO
X @syviarevello

Une nouvelle majorité de droite qui bombe le torse, des clachs répétés avec le Conseil d'Etat et une productivité en hausse: à Genève, le nouveau Grand Conseil a vécu une première année mouvementée. Ceux qui rêvaient d'une cohésion retrouvée au sein des institutions ont dû déchanter. Entre des députés frondeurs qui se sentent pousser des ailes et un gouvernement chatouilleux qui n'hésite pas à taper du poing sur la table, les ingrédients sont réunis pour des séances parfois explosives.

Elu il y a un an, le nouveau Grand Conseil compte 40% de novices. Sur le plan politique, l'arrivée du groupe Libertés et justice sociale (LJS) et le départ d'Ensemble à gauche a rebattu les cartes. La majorité penche désormais clairement à droite, alors que jusqu'ici, l'hémicycle était divisé en trois blocs (gauche, droite et droite populiste) aux alliances mouvantes, ce qui rendait l'issue des votes plus incertaine.

Des épisodes hauts en couleur

La nouvelle dynamique a souvent permis à la droite de passer en force. L'exemple le plus marquant reste la loi sur l'énergie. En septembre dernier, les députés votent une version édulcorée du texte qui assouplit la définition des «passoires énergétiques» et, partant, les obligations des propriétaires. En colère, le Conseil d'Etat, emmené par le ministre du Territoire Antonio Hodgers, bloque l'entrée en vigueur de la loi jugée irresponsable et se donne six mois pour négocier. Après moult péripéties et accusations tantôt de gabegie parlementaire, tantôt d'ingérence, un accord est finalement trouvé.

En revanche, l'absence de certains députés a parfois donné lieu à des retournements de situation inédits, comme sur le projet du PLR pour freiner la hausse des charges et limiter la création de nouveaux postes en cas de budget déficitaire. Faute de votes à droite, la gauche et le MCG ont



De g. à dr., les ministres Delphine Bachmann, Pierre Maudet, Carole-Anne Kast, Anne Hiltbold, Thierry Apothéloz, Nathalie Fontanet et Antonio Hodgers après leur prestation de serment à la cathédrale Saint-Pierre. (GENÈVE, 31 MAI 2023/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

réussi à enterrer, provisoirement, la mesure.

En mai dernier, le projet du Conseil d'Etat visant à offrir la gratuité des transports publics aux jeunes a lui aussi subi un triste sort, l'ensemble des députés se déchirant sur de multiples amendements avant de rejeter le texte sur une manœuvre du PLR. Dénonçant une «flibusterie parlementaire», le ministre des Mobilités Pierre Maudet a ravalé son orgueil et déposé un nouveau texte. La semaine dernière, les députés ont bel et bien voté en faveur de la gratuité. Formellement, ce n'est toutefois pas le projet du gouvernement qui a été accepté mais un texte similaire déposé par une coalition de partis. Une manière d'avoir le dernier mot.

Autre conséquence de cette nouvelle majorité: une multiplication des référendums de gauche, comme sur la rémunération du personnel des crèches privées, soumise au vote le 9 juin. Ou encore sur la formation des maîtres du primaire en trois ans au lieu de quatre, sur laquelle la population se prononcera cet automne. C'est aussi dans les urnes que les désaccords entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat se multiplient comme sur le projet d'aménagement Praille-Acacias-Vernets, sur lequel les Genevois ont à nouveau voté en mars dernier, suivant l'avis du gouvernement, au grand dam de la droite.

Un Grand Conseil plus turbulent que jamais? La PLR Céline Zuber-Roy, qui a pré-

sidé les débats durant la première année de cette législature, nuance: «Certains objets ont été politiquement très chauds, mais d'autres sont passés sans faire de vagues.» Si elle reconnaît que les clachs avec le Conseil d'Etat ont été plus importants qu'auparavant, la députée juge le fonctionnement interne plus stable et apaisé. «La nouvelle majorité rend les orientations politiques plus claires, même si cela ne plaît pas toujours à certains conseillers d'Etat.»

Un autre élément a contribué, selon elle, à l'apaisement: «Le MCG a demandé à être positionné au centre alors qu'avant il était en face d'Ensemble à gauche, ce qui donnait souvent lieu à des débats enflammés.» La PLR reste toutefois prudente. «Les nouveaux

députés sont comme de nouveaux élèves timides, il faut voir comment ils évoluent avec le temps», pointe Céline Zuber-Roy, évoquant les débuts réservés du groupe LJS, qui a désormais pris ses marques et demande régulièrement la parole.

«Mettre à plat les désaccords institutionnels»

Sur le plan du fonctionnement, le nouveau Grand Conseil s'est distingué par son efficacité. Des quelque 330 points à l'ordre du jour au début de la législature, il n'en reste aujourd'hui que 160. Plusieurs raisons l'expliquent. D'une part, une vingtaine de projets de loi déposés par d'anciens députés ont été supprimés. D'autre part, quelque 60 objets identifiés comme obsolètes ou

très peu soutenus ont subi un «enterrement express».

Une autre proposition, émanant du Bureau, fait grincer des dents au sein du gouvernement. Elle vise à exclure plus facilement les conseillers d'Etat des commis-

160

Sur le plan du fonctionnement, le nouveau Grand Conseil s'est distingué par son efficacité. Des quelque 330 points à l'ordre du jour au début de la législature, il n'en reste aujourd'hui que 160.

sions. Détail piquant: cet objet a été voté dans la catégorie «extrait 4», sans prise de parole possible pour les ministres. Un élément révélateur de la rivalité institutionnelle qui s'est installée et de la tendance croissante du Grand Conseil à se méfier de tout ce qui vient du gouvernement. En clair, au parlement, tout le monde ou presque se voit dans l'opposition.

Cette situation, la nouvelle présidente du gouvernement Nathalie Fontanet souhaite la voir évoluer. «L'une de mes priorités, c'est d'apaiser les relations avec le parlement, annonce-t-elle. Nous sommes tous élus et devons réussir à travailler ensemble.» Hier, le Conseil d'Etat a rencontré le Bureau du Grand Conseil pour mettre à plat les désaccords institutionnels. «Aujourd'hui, il y a des incompréhensions sur les rôles et les responsabilités de chacun», constate Nathalie Fontanet, rappelant que cela n'a rien à voir avec des désaccords politiques qui sont, eux, tout à fait normaux.

Comment expliquer ce durcissement des rapports? Pour un observateur de la politique genevoise, c'est le résultat d'une dégradation globale du climat politique. «Le Grand Conseil a toujours aimé les débats enflammés à la française. A l'époque, il y avait de l'agitation, mais les ténors finissaient toujours par siffler la fin de la récréation. Or aujourd'hui, il n'y a plus de leadership fort.» ■

Au Conseil d'Etat, des promesses tenues mais beaucoup d'interrogations

GOVERNEMENT Bien aidé par des comptes exceptionnels, l'exécutif genevois a proposé deux baisses d'impôts durant sa première année. Mais la dynamique du collège est complexe et les intentions de certains de ses membres demeurent floues

MARC GUENIAT

A son entrée en fonction, le Conseil d'Etat espérait enclencher une nouvelle dynamique, oublier les crises qui ont jalonné la précédente législature et donner une orientation servant l'intérêt général. Un an plus tard, il est encore tôt pour tirer un bilan solide, mais on ne peut pas dire que la sérénité soit de mise.

Evidemment, ce Grand Conseil tout feu tout flamme, avec un bloc populiste renforcé et bien décidé à «s'amuser» selon les termes de l'UDC Yves Nidegger, ne lui facilite pas la tâche. Une illustration de la fragilité de la coalition qui a permis à la droite de reprendre les rênes de l'exécutif. Et même les deux magistrates PLR, Nathalie Fontanet et Anne Hiltbold, se frottent à leur propre groupe, comme lors du budget.

Mais le gouvernement s'emploie à maintenir une cohésion et à tenir ses promesses. Grâce à des comptes exceptionnels, il a fait voter deux baisses d'im-

pôts, sur le revenu des personnes et la taxation de l'outil de travail des entrepreneurs. Elles sont combattues par référendum, mais la victoire paraît probable. Le Conseil d'Etat a aussi proposé de modifier la répartition des cotisations au sein des caisses de pension, afin de réduire la contribution de l'Etat. Il s'expose cette fois aux syndicats de la fonction publique; et là, la partie n'est pas gagnée. Pour le reste, le stade des intentions prévaut.

Un duo solide

Président du collège jusqu'au 1er juin dernier, Antonio Hodgers a suffisamment de bouteille pour affronter les tempêtes. C'est heureux pour lui, car son Département du territoire est la cible privilégiée de ce Grand Conseil qui ne veut plus entendre parler de climat. Après avoir surmonté plusieurs incidents et blocages, l'écologiste doit maintenant composer avec un projet qui envisage d'introduire un «suffrage censitaire» au profit des propriétaires, même étrangers. La mesure pourrait de facto bloquer la politique d'aménagement du canton.

Pour Nathalie Fontanet, nouvelle présidente, tout va pour le mieux, avec des comptes noirs et des baisses d'impôts programmées. Mais en voulant don-

ner rapidement des gages à son camp, la mieux élue du collège a pris le risque de froisser les communes, privées de recettes. Surtout, il lui reste à mener d'importantes réformes où elle a plus à perdre qu'à gagner. C'est le cas avec G'Evolue, serpent de mer visant à moderniser la grille salariale de l'Etat.

Le Département du territoire est la cible privilégiée de ce Grand Conseil qui ne veut plus entendre parler de climat

Sa collègue Anne Hiltbold, en qui les attentes sont élevées, se trouve déjà bien chahutée sur le front de l'instruction publique. Elle a su calmer le jeu lors de la grève des enseignants du cycle d'orientation, mais s'est mêlée de polémiques qui ont crispé inutilement. Pour mener ses multiples réformes, il va lui falloir trouver un style et une méthode. Poser un «regard de mère» sur l'école ne suffira pas pour appréhender la complexité

du paquebot qu'elle administre. Même si elle a été plus discrète, on n'est pas loin de penser la même chose de Carole-Anne Kast. A la tête de la Sécurité, la socialiste s'est empiétrée dans l'affaire Bachmann, en nommant le père de sa collègue à la tête de l'office stratégique des systèmes d'information et du numérique. Elle n'a pas su garder la tête froide lorsque le président de son parti, Thomas Wenger, s'est joint aux critiques, allant jusqu'à se prononcer pour le duo concurrent à la tête de la formation à la rose. Ce qui lui a valu une inutile défaite. Sa politique commune de lutte contre la criminalité sera présentée avec le procureur général fin juin.

Comme l'eau sur les plumes d'un canard

Cette polémique n'a pas même atteint Delphine Bachmann, pourtant première concernée par ce mélange des genres familial. C'est l'un des talents de la centriste: les affaires lui coulent dessus comme l'eau sur les plumes d'un canard. Dans son Département de l'économie et de l'emploi, c'est le calme plat. Sa feuille de route comprend beaucoup de réflexions et de concertations, notamment autour de la formation des chômeurs, mais peu d'actions. Elle prévoit d'ouvrir un chantier législatif, avec la

refonte de la loi sur la restauration.

La discrétion est aussi de mise chez Thierry Apothéloz. Le socialiste a fait aboutir plusieurs réformes d'envergure en fin de législature, comme sur l'aide sociale et la culture, et semble peu conquérant pour l'instant. Le projet de la patinoire du Trèfle-Blanc suit son chemin. Il a connu des turbulences dans son département, avec le départ fracassant d'Isabelle Gattiker, chargée de la Culture et des Sports. C'est précisément là que le magistrat a beaucoup à faire. Il doit aussi concrétiser sa politique du handicap.

Côté turbulences, Pierre Maudet suscite des inquiétudes avec son style managérial et les départs en cascade à la Santé. Il devient difficile d'accréditer sa thèse imputant ces démissions et arrêts maladie à une «constellation de cas individuels». Maintenant que l'essentiel du ménage est fait, peut-être va-t-il se consacrer à la politique. Pour l'heure, hormis l'assouplissement de la clause du besoin pour certains domaines de la médecine, information qui a fuité dans le *GHI*, on peine à saisir une direction. Il est attendu au tournant avec sa proposition de caisse maladie publique. Sur la mobilité, il semble prêt à passer à la vitesse supérieure, avec quatre plans d'action qui devraient bientôt être transformés en projets de loi. ■

CAMILLE KRAFFT
X @CamilleKra

Avec ses lunettes rondes et son nœud papillon, Le Corbusier était taillé pour devenir un personnage de BD. Dans *Béton. Enquête en sables mouvants*, le Maître apparaît dans les cauchemars d'Alia Bengana, alors jeune architecte ayant l'outrecuidance d'interroger la monoculture du béton dans la construction. «Mort aux traîtres!», s'étouffe le plus célèbre des Chaux-de-Fonniers en pointant un index accusateur en direction de la brebis égarée.

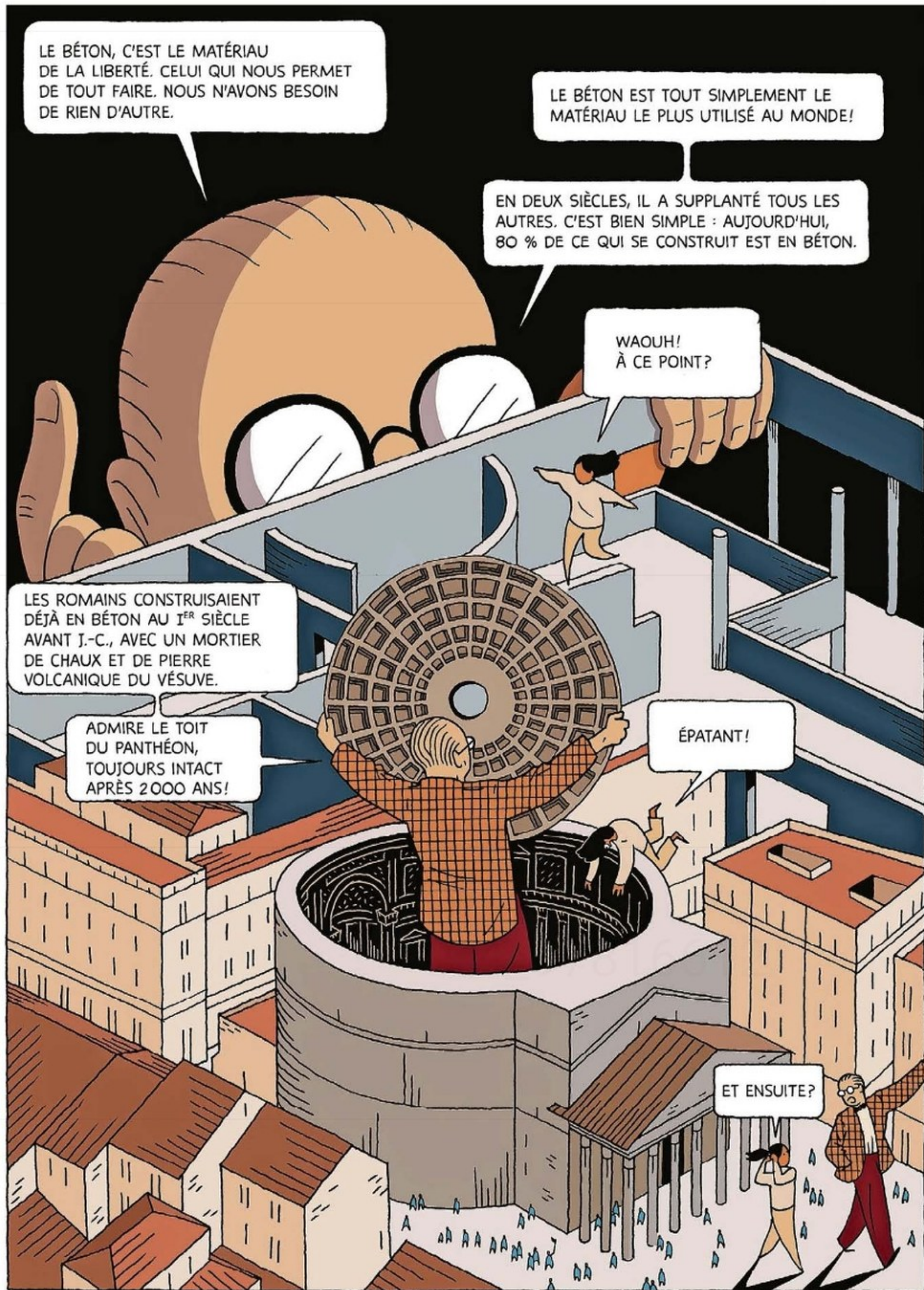
Aujourd'hui, questionner notre dépendance à ce matériau emblématique du XXe siècle n'est plus une hérésie. Avec son mari Claude Baechtold et le dessinateur et architecte Antoine Maréchal, Alia Bengana, qui enseigne dorénavant la construction durable dans des écoles d'architecture, cosigne cette bande dessinée adaptée d'une série d'articles publiés en 2021 par *Heidi. news*. L'opus suit parallèlement l'architecte Alia, avançant dans ses réflexions sur notre addiction au béton et ses alternatives, et l'enquêteur Claude, qui détricote le lucratif business des gravières et déchets de chantier en terres vaudoises, aidé de son compère Antoine Harari. Une investigation remarquable qui continue à nourrir le débat autour du béton, d'autant plus que le canton de Vaud a connu la première zone à défendre (ZAD) de Suisse, d'octobre 2020 à mars 2021, sur la colline du Mormont, où le cimentier Holcim exploite une carrière de calcaire.

Infrastructures vieillissantes

Comme le rappelle Alia Bengana, la Suisse est un ogre en matière de béton, puisqu'elle consomme presque 600 kilos de ce matériau par habitant et par année, selon un rapport publié en 2020 par l'Office fédéral de la topographie. C'est deux fois plus que certains de ses voisins européens, comme la France. Outre les logements qui continuent à se construire, le béton armé est omniprésent dans les infrastructures vieillissantes du réseau routier comme les ponts et les murs de soutènement, dont la sécurisation nécessite des investissements faramineux. Mais le coût du béton est surtout élevé pour l'environnement: le ciment (liant du béton), dont la fabrication nécessite de chauffer des composants à très haute température, serait responsable de 8% des gaz à effet de serre dans le monde. Par ailleurs, les réserves de sable, d'argile et de calcaire entrant dans la composition du béton atteignent leurs limites.

Une fois fabriqué, le matériau a en outre une durée de vie qui ne dépasse pas les cinquante ou cent ans, relève Claude Baechtold: «La particularité du béton, c'est qu'il devient un déchet en fin de vie. Chaque cycle nécessite de jeter l'ancien matériau et d'en racheter du nouveau. Pour les vendeurs de béton et les entreprises de démolition, c'est une aubaine, mais ça n'est pas soutenable à long terme pour la planète. La conclusion de notre enquête, c'est qu'il n'est pas possible de continuer à produire autant de béton. Mais il existe de nombreuses alternatives et la nouvelle génération de bâtisseurs est en train de s'en emparer.»

Aujourd'hui, des innovations sont développées, à l'image du pisé ou encore des briques de terre crue compressées, présentant l'avantage de pouvoir être produites dans des usines déjà existantes. Pour Claude Baechtold, la prise de conscience a été rapide: «En 2020 encore, le béton était complètement sous les radars en Suisse. Quand nous avons commencé à nous intéresser à



(ALIA BENGANA, CLAUDE BAECHTOLD, ANTOINE MARÉCHAL/PRESSES DE LA CITÉ)

Quand laissera-t-on béton?

ENVIRONNEMENT Alors qu'une enquête adaptée en bande dessinée met en lumière notre dépendance à ce matériau et présente des alternatives, une série de tables rondes s'interrogent sur le budget carbone de la construction

cette problématique, c'était comme si nous découvrions subitement un éléphant dans notre salon. En 2019 encore, Lausanne inaugurait son Musée cantonal des beaux-arts (MCBA) en se félicitant d'avoir coulé 9200 m³ de béton.»

Si l'opinion publique a évolué depuis, les avancées concrètes restent cosmétiques, selon Mathilde Marendaz, députée Ensemble à gauche au Grand Conseil vaudois. «Lors de certains concours pour des bâtiments publics, on valorise la construction durable. Mais, pour l'instant, c'est de l'ordre de la communication et du symbole.» Dans un postulat, l'élue demande au Conseil d'Etat de s'inspirer de la loi carbone adoptée en 2021 par le canton de Genève. Le règlement d'application de cette dernière prévoit que pour toute construction ou rénovation publique soumise à un permis de construire, un concept

visant à minimiser l'empreinte carbone soit fourni. Appuyé par une centaine d'architectes et ingénieurs ainsi que par la Fédération des architectes suisses, section Romandie, le postulat vaudois demande également l'instauration d'un fonds de soutien à des projets de construction sans béton ou favorisant le réemploi de ce dernier.

«La Suisse est très en retard»

Toujours dans le canton de Vaud, le Conseil d'Etat planche sur un contre-projet direct à l'initiative populaire constitutionnelle «Sauvons le Mormont», qui propose notamment d'utiliser le calcaire, l'argile et le sable de manière rationnelle. Mathilde Marendaz rappelle en outre que la future loi vaudoise sur l'énergie veut promouvoir l'usage durable des matériaux de construction. «Pour être efficace, cette

mesure ne devrait pas viser que les bâtiments publics, mais l'ensemble des constructions», précise l'élue.

Malgré ces réflexions au niveau cantonal, la Suisse est aujourd'hui très en retard sur de nombreux pays européens, selon Alia Bengana. «La France, qui n'est pourtant pas le pays le plus innovant du monde, a imposé un seuil carbone par mètre carré sur les nouvelles constructions avec la réglementation RE2020 depuis janvier 2022. En outre, les architectes suivent des formations obligatoires et celles sur les matériaux alternatifs au béton sont les plus demandées. En Suisse, il manque une véritable volonté de changement au niveau fédéral.»

Comme l'explique le professeur à la Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture de Fribourg Thomas Jusselme, la Société suisse des ingénieurs et des

architectes (SIA) s'apprête à finaliser de nouvelles normes fixant un «budget carbone» à ne pas dépasser dans le domaine de la construction. Ce calcul évalue la quantité de carbone qu'il est possible d'émettre dans ce secteur en respectant l'Accord de Paris. Mais pour le spécialiste, les pouvoirs publics doivent rendre cette régulation contraignante. «En Suisse, il y a une dichotomie entre l'urgence climatique et la lenteur du processus de régulation du secteur de la construction. On a pourtant réussi à le faire pour l'énergie. Mais si on procède canton par canton, cela va prendre des dizaines d'années et la Suisse sera bien-

«La particularité du béton, c'est qu'il devient un déchet en fin de vie. Chaque cycle nécessite de jeter l'ancien matériau et d'en racheter du nouveau»

CLAUDE BAECHTOLD, PHOTOGRAPHE ET COAUTEUR DE LA BD «BÉTON. ENQUÊTE EN SABLES MOUVANTS»

tôt complètement à côté de la plaque.» Thomas Jusselme et Mathilde Marendaz participeront à l'une des soirées publiques organisées par *La Revue durable* à Lausanne, Fribourg et Genève sur le budget carbone de la construction en Suisse. Corédactrice en chef de cette publication, Susana Jourdan explique: «Notre revue existe depuis vingt-deux ans et, à l'occasion de ce numéro, nous avons fait des découvertes qui nous ont étonnés. Un logement construit aujourd'hui émettra trois fois plus de CO₂ durant le chantier que pendant sa durée de vie estimée à soixante ans. La réglementation sur les bâtiments s'est concentrée sur le fonctionnement et a totalement délaissé la construction. C'est une lacune qu'il faut combler.»

Imposer un régime aux bâtiments

Comme le résume Susana Jourdan, on pourrait prendre l'image de la pyramide alimentaire pour imposer un «régime» aux bâtiments lors de leur construction: les matériaux les plus émetteurs de carbone (verre, acier...) se situeraient tout en haut, le béton à l'étage intermédiaire (il pollue surtout par les quantités utilisées) et tout en bas, on trouverait des matériaux stockant du carbone, comme le bois massif, la paille ou le chanvre, à utiliser en grandes quantités, notamment pour l'isolation. Outre un frein à la construction de parkings souterrains, qui nécessitent énormément de béton, elle relève enfin que la réduction de l'empreinte carbone passe aussi par le réemploi des matériaux et la sobriété: au lieu de bâtir à tout va, il vaut mieux utiliser le parc immobilier existant et réduire les surfaces d'habitation en imaginant des espaces partagés, comme dans certaines coopératives d'habitants participatives. ■

Béton. Enquête en sables mouvants, Alia Bengana, Claude Baechtold, Antoine Maréchal, La Cité Graphique, avril 2024.

«Quelles alternatives au béton dans le canton de Vaud?», ce jeudi 6 juin, 18h30, Forum d'architecture, av. Villamont 4, Lausanne.

«Face au changement climatique, comment construire dans le canton de Fribourg?», mercredi 12 juin, 19h, Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture, Auditoire E. Gremaud, boulevard de Pérolles 80, Fribourg.

Les F/A-18 sur l'autoroute, plus qu'un symbole

PAYERNE Trente-trois ans après le dernier exercice d'atterrissage similaire, les forces aériennes de l'armée ont réussi leur mission. Cette simulation de crise rappelle que la situation est tendue aux portes de l'Europe

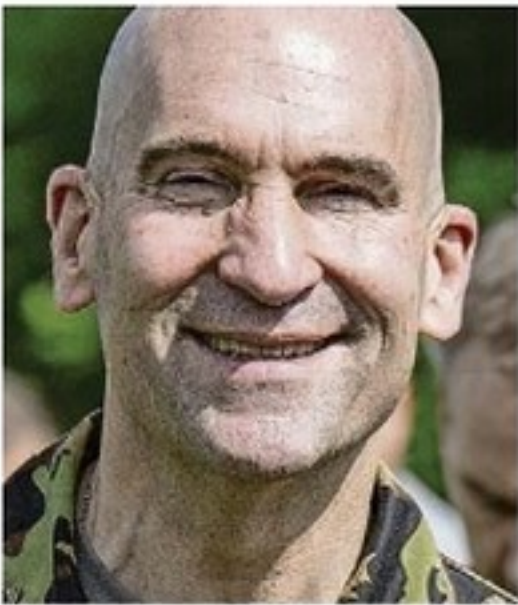
RAPHAËL JOTTERAND
X @Raph_jott

Le moment était attendu depuis plus de trois décennies et n'a pas manqué d'attirer des dizaines de curieux aux abords des routes et des champs de la commune de Payerne. En comptant les médias, les invités officiels et les «spotters d'aéronef», 300 personnes ont ainsi pu assister de manière privilégiée à l'atterrissage de quatre F/A-18 depuis une tribune montée en lisière de forêt pour l'occasion.

Après une petite heure d'explications sur les objectifs et les raisons de cet exercice d'envergure menée par Rolf Imoberdorf, colonel et chef du projet baptisé «Alpha Uno», le public a pu prendre place à quelques centaines de mètres du tronçon d'autoroute reliant Avenches à Payerne pour voir le spectacle. «J'étais présent en 1991 lors du dernier exercice, donc automatiquement ça me fait quelque chose de revenir ici, témoigne Patrick, un spotter suisse allemand. J'ai toujours été fasciné par l'aviation pendant mon service civil. J'ai passé mon permis de pilote après mes 30 ans et désormais, vu que je ne vole plus, je continue de vivre ma passion de cette manière.»

Retenir son souffle

Derrière lui, une cinquantaine de photographes attendent également ce moment avec impatience. Il y a ceux qui sont là pour les médias et les autres qui ont répondu à l'invitation de l'armée. Mais pas question pour les journalistes de déranger trop longtemps ces passionnés. Après une courte attente, le speaker annonce que le premier avion est en approche. Le public se mure dans le silence, les cœurs battent plus vite et soudain surgit dans notre dos



«Il ne faut pas considérer cet événement comme du marketing»

THOMAS SÜSSLI, CHEF DE L'ARMÉE

un F/A-18. Allure de fusée, bruit assourdissant, mais personne ne se bouche les oreilles. Tous les passionnés tentent de capturer le meilleur cliché du bolide.

Une vingtaine de secondes après son arrivée dans le ciel, le F/A-18 débute son approche et, rapidement, se confond avec les arbres situés en arrière-plan. A peine le

REPORTAGE

temps de comprendre que les roues de l'avion ont touché le sol que voici déjà l'engin de 12 mètres de large passé devant la tribune. De quoi frustrer quelques spotters déçus par leur position mais aussi de rassurer les forces aériennes qui valident ce premier essai. S'ensuivent trois autres de manière simultanée, tous sans encombres.

A peine remis de ses émotions, Igor (surnom de pilote), 26 ans, se rend compte qu'il vient de vivre un grand moment: «Nous avons laissé nos collègues plus âgés réaliser cette opération, mais j'ai pu y prendre part depuis l'arrière de l'avion. C'est un événement historique et je suis très fier d'avoir pu y participer. C'est un moment génial que nous venons de vivre.» Le jeune homme n'a toutefois pas été stressé par l'ampleur de l'opération. «Ce qui rend la tâche plus compliquée, c'est que la piste ne fait que 25 mètres de large, et que

nous avons l'habitude de poser les avions dans de meilleures conditions. Sinon, à part une approche un peu différente et plus complexe à cause de la végétation, ça ne change pas vraiment d'un atterrissage conventionnel.» Pour se préparer au mieux à cet exercice, les pilotes ont pu notamment s'entraîner à l'aide d'un simulateur.

Un signal fort

Outre le plaisir partagé entre les pilotes et le public, le remplaçant du commandant des forces aériennes Christian Oppliger a rappelé que le sujet du jour était la décentralisation. «Nous ne possédons que trois bases militaires en Suisse et nous savons pertinemment qu'en cas de guerre, ce sont des sites qui risquent d'être ciblés rapidement. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'alternatives et que nous avons décidé de réactiver ce test. Mais nous ne comptons pas en faire une activité régulière.»

De son côté, Thomas Süssli, chef de l'armée suisse, a rappelé à quel point il ne faut pas négliger l'importance de cet exercice. «Il ne faut pas considérer cet événement comme du marketing. C'est avant tout une situation de mise en pratique de l'un de nos moyens de défense. Cette préparation est nécessaire car la situation en matière de sécurité a continué de se dégrader en Europe ces dernières années, et oblige l'armée suisse à s'adapter.» Selon plusieurs sources, l'organisation de cette journée a pris près de deux ans. Si le nombre de personnes impliquées et le coût de cette opération n'ont pas été communiqués, quelque 100 militaires et une trentaine de membres de l'Office fédéral des routes (Ofro) ont collaboré toute la nuit pour rendre l'autoroute accessible aux avions.

Ce test grandeur nature a aussi permis aux forces armées d'autres nations, invitées par la Suisse, de venir suivre cette succession d'atterrissages puis de décollages. Le colonel français Sylvain Nogrette a souligné «l'efficacité et le travail accompli au sol» tout en se réjouissant de la bonne entente entre les deux pays. ■

MAIS ENCORE

Réduction de prime: Berne veut prendre en compte le taux d'activité

Le Grand Conseil bernois veut éviter que des personnes ne choisissent délibérément de réduire leur taux d'occupation pour bénéficier d'un subside à la prime maladie. Il a adopté hier par 94 voix contre 57 une motion des vert libéraux demandant cette adaptation des critères de réduction des primes. (ATS)

Suspension du projet de bracelet électronique pour les élèves

ZURICH Quelques jours après l'annonce d'un projet pilote de «tracking» des enfants au sein de l'école primaire de Birmensdorf, l'établissement fait machine arrière. Un nouvel «œil critique» sur le programme est nécessaire, reconnaissent les responsables

BORIS BUSSLINGER, ZURICH
X @BorisBusslinger

Il semble que les élèves de Birmensdorf (ZH) ne porteront pour finir pas de montre connectée de sitôt. Hier, l'école qui avait annoncé il y a une semaine aux familles concernées qu'une nouvelle technologie serait testée en juin pour suivre certains enfants à la trace afin d'optimiser le service à la cantine, améliorer la ponctualité, la sécurité des enfants et «simplifier le quotidien de l'établissement» fait machine arrière. Pour «reconsidérer l'ensemble du projet», dit l'école. Mais certainement aussi à la suite d'une très importante levée de boucliers dans les médias et l'opinion publique alémanique depuis que *Le Temps* a révélé l'affaire en début de semaine.

«Projet ajourné»

L'enthousiasme des initiants du projet aura donc été de courte durée: «Après que quelques questions et doutes ont été formulés, surtout par les parents, les responsables de l'école de Birmensdorf ont décidé de réexaminer le projet d'un œil critique, annonçait hier l'établissement concerné dans une nouvelle circulaire. Ce projet pilote devait notamment permettre de tester si l'enregistrement électronique du lieu de séjour des enfants dans l'enceinte de l'école pouvait rendre le fonctionnement des structures de jour plus efficace. A la suite d'une présentation du projet aux parents le 4 juin, la soirée a

montré qu'il suscitait certaines questions et inquiétudes. Les responsables de l'école de Birmensdorf «prennent ces réactions au sérieux et ont décidé d'ajourner le projet.»

Annoncé comme un nouveau moyen de prendre en charge des enfants «toujours plus nombreux», le service offert par la start-up Companion posait de nombreuses questions, auxquelles les responsables n'avaient fourni jusqu'ici que des réponses extrêmement partielles. La technologie assurait par exemple qu'elle «ne localiserait pas les enfants avec précision, mais enregistrerait simplement leur séjour dans une pièce donnée ou sur le terrain extérieur» et que les données les concernant ne seraient enregistrées que «brièvement»... Toutefois, personne ne savait où, pendant combien de temps exactement, ni qui y aurait accès. Et l'école n'avait pas semblé le savoir elle-même lorsque les médias se sont intéressés à l'affaire.

Des professionnels très sceptiques

L'envoi de notification au personnel lorsqu'un enfant s'éloigne d'une zone définie et la dimension hyper-sécuritaire de l'expérience avaient également fortement déplu à la plupart des professionnels de l'éducation consultés. Sans parler du fait quelque peu insolite que le responsable du centre de l'accueil de l'école de Birmensdorf soit également l'un des fondateurs de la start-up Companion – ce que l'école avait estimé dans un premier temps ne pas représenter «un conflit d'intérêts».

Celle-ci n'abandonne d'ailleurs pas complètement le projet, puisqu'elle précise dans la circulaire du jour que l'ajournement des opérations «donnera l'occasion à tout le monde de se pencher de manière critique et constructive sur les questions en suspens avant de décider définitivement de la suite à donner». ■

EN BREF

Il n'y aura pas de suites à l'arrêt de la CEDH

Le Conseil des Etats a largement adopté hier une déclaration critique sur la condamnation de la Confédération pour inaction climatique portée par la Cour européenne des droits de l'homme. Selon ce texte, le Conseil fédéral devra expliquer aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe que la Suisse en fait déjà assez en matière climatique. ATS

Fribourg innove en matière d'«e-justice»

Fribourg présente une première en Suisse en lien avec son programme e-Justice. Avec la mise en œuvre de ProofBox, dévoilé hier, le canton franchit une nouvelle étape vers la numérisation de la justice, en suscitant un vif intérêt. La solution simplifie la transmission et la consultation des preuves numériques, tout en assurant la sécurité des données. ATS

Textos et fondue en famille: une affaire de viol devra être réexaminée

GENÈVE Le Tribunal fédéral donne raison sur l'essentiel à un jeune homme en accordant à sa demande de révision dans une affaire d'abus sexuel. La cour cantonale est priée d'examiner les nouveaux éléments susceptibles d'ébranler le déroulement des faits qui avaient fondé la culpabilité de l'intéressé

FATI MANSOUR
X @fatimansour

Plus rien ne colle dans le déroulement de cette histoire de viol au sein d'un couple d'étudiants à la relation un peu tumultueuse. C'est la conclusion du Tribunal fédéral qui renvoie sa copie à la cour cantonale genevoise, avec pour instruction d'admettre la demande de révision déposée par la défense du jeune Georges*. Ladite cour devra se pencher plus sérieusement sur l'impact de certains échanges de textos découverts tardivement ainsi que sur les récentes déclarations de la plaignante, laquelle explique désormais que l'agression a eu lieu à une autre date. Selon l'arrêt, communiqué ce mardi aux parties, «il était manifestement insoutenable» de retenir que ces nouveaux éléments n'étaient pas propres à ébranler les constatations de fait sur lesquelles se fonde la condamnation du recourant. Dans cette affaire, révélée par *Le Temps*, Georges, condamné définitivement à

4 ans et demi de prison ainsi qu'à une expulsion (le tout ayant été suspendu en attendant l'issue de cette procédure de révision), espérait que la découverte d'un très ancien téléphone portable allait pouvoir chambouler son destin judiciaire. Il n'avait peut-être pas tout tort. C'est du moins ce qu'attendent ses défenseurs, Mes Yaël Hayat, Guglielmo Palumbo et Gabrielle Peressin: «Cet arrêt du Tribunal fédéral replace enfin notre client sur

le chemin de la reconnaissance de son innocence, dont les preuves sont sérieuses et irréfutables. Il est temps pour la Cour de justice d'accorder à cette décision toute la portée qu'elle mérite en annulant la condamnation prononcée à tort.»

Examen très large

L'arrêt en question prie l'instance cantonale de reprendre la procédure de révision qu'elle avait rejetée à tort et au motif que ces éléments de preuve, certes nouveaux, n'étaient pas assez sérieux pour remettre en cause le jugement qu'elle. Le Tribunal fédéral dit aussi qu'il incombera à cette cour d'examiner s'il est nécessaire de renvoyer la cause au Ministère public pour clarifier les contours de l'accusation. Il lui faudra enfin procéder à une expertise (par exemple par la brigade de criminalité informatique) du téléphone si elle entend remettre en question l'authenticité des données four-

nies par le recourant pour les écarter de son appréciation.

Rappelons que les messages, extraits de cet appareil en janvier 2023, tendent à démontrer que ce jeune homme, qui a toujours contesté avoir forcé sa copine à entretenir des rapports sexuels, mangeait une fondue en famille le 2 novembre 2014, date à laquelle il était censé avoir passé la soirée avec Samia* avant de la violer dans la chambre d'une résidence étudiante de Genève. Des échanges révèlent qu'il

L'arrêt laisse la porte ouverte à toutes les hypothèses s'agissant des dates et n'exclut pas deux complexes de faits distincts

était attendu chez sa tante (où il habite) pour ce repas. Dans un texto, daté du lendemain matin, à 9h31, sa copine lui demande: «C'était bien hier? Y avais assez? Ha ha tu vas à la bibliothèque?» Et il répond: «Oui c'était parfait.»

Dans sa demande de révision, la défense soutenait que de telles questions n'auraient jamais été posées par une vic-

time juste après une agression sexuelle décrite comme violente. Ces éléments nouveaux devaient à tout le moins amener à rejurer l'affaire car tout son déroulement s'en trouvait ébranlé. De son côté, la partie plaignante concluait au rejet de la demande (le Ministère public aussi) tout en admettant l'existence d'une prémisse erronée et en fixant désormais elle-même la date du viol dans la nuit du 25 au 26 septembre 2014, date coïncidant avec la soirée étudiante mentionnée dans le jugement.

Incohérence de date

C'est ce dernier point que souligne le Tribunal fédéral pour accepter le recours. L'arrêt rappelle l'importance de la date dans cette affaire, puisqu'il a été retenu que le viol correspondait à la toute première relation sexuelle du couple (Samia s'y refusant pour garder sa virginité jusqu'au mariage) et que tous les éléments de preuve (notamment le témoignage de la voisine) ont été examinés à l'aune d'événements s'étant déroulés durant cette fameuse nuit du 2 au 3 novembre 2014.

Dire, comme le fait la cour cantonale, que les nouvelles explications de la plaignante ne conduisent pas à retenir l'absence d'un viol à cette date, puisque l'intéressée avait toujours dénoncé plusieurs viols ou agressions sexuelles (alors même qu'un acquittement a été prononcé sur

tous les abus consécutifs), ne convainc guère Mon-Repos.

En clair, le Tribunal fédéral estime que les constatations retenues pour condamner sont ébranlées. Soit les faits dénoncés remontent au 2 novembre, mais alors il ne s'agirait plus de leur premier rapport sexuel, comme le précisait pourtant expressément le jugement de l'époque. Soit la date de ce premier viol est avancée de deux mois, mais alors cette modification pourrait également avoir une influence sur la défense de Georges, qui n'a pas eu l'occasion de présenter sa version des faits en relation avec la nuit du 25 au 26 septembre, en particulier un éventuel alibi.

Au final, l'arrêt laisse la porte ouverte à toutes les hypothèses s'agissant des dates, précise encore que celles-ci ne sont pas exclusives l'une de l'autre et n'exclut pas deux complexes de faits distincts. Du travail en perspective pour donner à cette affaire une suite cohérente. Ce d'autant plus que la condamnation englobait aussi des abus commis en février 2017 sur une autre étudiante, pour avoir poursuivi une pénétration devenue douloureuse et avoir ensuite profité de son état de sidération pour l'amener à un début de fellation. La question de savoir comment rejurer cet ensemble demeure entière. ■

*Prénoms fictifs

Arrêt 6B_1125/2023 du 21 mai 2024

La planète frise le seuil de 1,5 degré

CLIMAT Cela fait douze mois que les températures globales battent record sur record. Le réchauffement est sans précédent, et l'essoufflement attendu d'«El Niño» ne suffira pas à inverser la tendance, alerte l'Organisation météorologique mondiale

PASCALINE MINET
X @pascalminet

Les mois passent et se ressemblent, sur le front des records climatiques. Le mois de mai 2024 a été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures, a annoncé le mercredi 5 juin le service européen d'observation du climat Copernicus. C'est le douzième mois consécutif à se distinguer de la sorte.

D'après l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cette surchauffe va se poursuivre si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas de manière significative, et pourrait mener assez rapidement la planète au seuil de 1,5 °C de réchauffement.

Alors que l'année 2023 avait été, et de loin, la plus chaude jamais enregistrée, le thermomètre a continué à s'affoler ces derniers mois, tandis que les événements extrêmes se multipliaient tout autour du monde: inondations meurtrières au Brésil, pluies diluviennes dans la Corne de l'Afrique, mais aussi en Grande-Bretagne et à Dubaï, vagues de chaleur particulièrement intenses en Asie, notamment en Inde, au Bangladesh, en Birmanie et au Pakistan.

«La succession d'extrêmes que nous avons connue ces derniers mois est alarmante, même pour les climatologues. Il est rare d'avoir une période aussi

longue avec des données record tous les mois, même s'il y a eu un précédent en 2015», indique Sonia Seneviratne, climatologue à l'EPFZ et membre du bureau du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui précise que le niveau de réchauffement actuel se situe sur la fourchette haute, par rapport aux prédictions des modèles climatiques.

«La Niña», et son effet refroidissant

Cette situation particulière résulte de deux phénomènes concomitants: d'une part le changement climatique d'origine humaine, dont les effets sont de plus en plus perceptibles, et d'autre part le phénomène climatique naturel *El Niño*, qui a débuté en juin de l'année dernière. *El Niño* est associé à un réchauffement de l'océan Pacifique, qui entraîne une élévation des températures globales. En début de semaine, l'OMM a annoncé que «l'enfant terrible» de la météo était en train de faiblir et de céder la place à son pendant, *La Niña*, qui a plutôt un effet refroidissant sur les températures globales.

Pour autant, il ne faut pas s'attendre à un renversement de la tendance climatique générale, mettent en garde les experts. «On pourrait avoir des anomalies de température globale un peu moins marquées dans le contexte



La Catalogne - ici, un arbre mort situé dans un réservoir à 100 km de Barcelone - a enregistré des précipitations inférieures à la moyenne pendant quarante mois consécutifs. La région se prépare à faire face à des restrictions d'eau plus dures dans le cadre d'une sécheresse historique. (VILANOVA DE SAU, 22 JANVIER 2024/ EMILIO MORENATTI/AP PHOTO)

de *La Niña*, mais le réchauffement et ses effets sur les événements extrêmes vont continuer à progresser, car les émissions globales de gaz à effet de serre ne faiblissent pas», explique Sonia Seneviratne. D'ailleurs, l'influence de *La Niña*, qui s'était également exercée de 2020 à 2022, n'a pas empêché les neuf dernières années d'être les plus chaudes jamais enregistrées.

La poursuite du réchauffement est confirmée par l'OMM, dans un nouveau rapport rendu public le 5 juin. Ce dernier indique qu'il y a 80% de risques pour que les températures globales dépassent 1,5 °C de réchauffement sur un an, pendant au moins une des cinq années à venir. La probabilité de s'approcher de ce seuil n'a fait que progresser ces dernières années, au point de devenir aujourd'hui très probable, estime l'OMM. Si cette valeur est à ce point scrutée, c'est qu'elle apparaît dans l'Accord de Paris, adopté internationalement en 2015. Ce der-

nier prévoit en effet de contenir les températures globales bien en dessous de 2 °C d'ici à la fin du siècle (par rapport à l'ère préindustrielle), tout en essayant de rester au plus près de 1,5 °C.

Ces deux valeurs, qui peuvent

«La succession d'extrêmes que nous avons connue ces derniers mois est alarmante»

SONIA SENEVIRATNE, CLIMATOLOGUE À L'EPFZ

paraître proches, ne sont pas équivalentes en matière d'impacts, comme l'ont montré les travaux du GIEC, dont un rapport spécifiquement consacré à cette question paru en 2018. «L'augmentation de la fréquence

et de l'intensité des événements extrêmes s'accroît avec chaque dixième de degré de réchauffement supplémentaire. Plus on se rapproche des 2 °C, plus on se dirige vers un climat incertain. La probabilité que nous atteignons certains points de basculement climatique est nettement plus forte à ce niveau de réchauffement. Cela pourrait se traduire par exemple par un assèchement de l'Amazonie, qui perdrait alors son rôle de puits de carbone et donc de stabilisateur du climat. Les modèles climatiques semblent sous-estimer la vulnérabilité de la végétation», met en garde Sonia Seneviratne.

L'OMM souligne toutefois que le fait de dépasser 1,5 °C de réchauffement sur une année ne rend pas obsolète l'Accord de Paris. Celui-ci se réfère en effet à une élévation des températures sur le long terme, c'est-à-dire sur plusieurs décennies. «Il n'en reste pas moins que quand on commence à dépasser ce seuil de

manière régulière, on entre dans un niveau de réchauffement dangereux. Il est urgent de mettre sur pied des politiques de décarbonation beaucoup plus ambitieuses. Les engagements des pays industrialisés, y compris la Suisse, sont insuffisants», estime Sonia Seneviratne.

Des pays loin de leurs objectifs

Les pays sont en effet pour l'heure loin de respecter les objectifs qu'ils se sont fixés. Le monde se dirige vers une élévation des températures de 3,2 °C d'ici la fin du siècle, si rien ne change par rapport à aujourd'hui, 2,7 °C si les promesses des États sont mises à exécution. Accroître le niveau d'ambition des mesures est un des objectifs des négociations internationales sur le climat qui se tiennent actuellement à Bonn en Allemagne. Elles doivent servir à préparer la prochaine COP, qui aura lieu à Bakou en Azerbaïdjan au mois de novembre. ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Jeudi 6 juin 2024

lever: 05h45
coucher: 21h25
1 minute de soleil en plus

lever: 05h06
coucher: 22h03
nouvelle lune
taux de remplissage: 0%

Situation générale aujourd'hui à 13h

CE MATIN, ON PROFITERA du soleil dans la plupart des cantons. Cet après-midi en revanche les vents de sud-ouest amèneront de nombreux nuages depuis les pays de Savoie les quels donneront quelques averses au fil des heures. En direction du nord, le soleil résis-

tera encore mais la hausse de température permettra en revanche la formation de foyers orageux. De vendredi à dimanche, le temps deviendra plus instable et surtout plus orageux. Dimanche, les orages pourraient même être localement violents.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI
	100%	70%	80%	80%	70%
	15° 25°	15° 23°	14° 22°	13° 18°	11° 20°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	-	-	-	2400 m	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	14° 27°	15° 24°	15° 24°	14° 21°	13° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	2800 m	-
Suisse centrale et orientale	15° 24°	14° 22°	15° 21°	13° 19°	12° 20°
Limite des chutes de neige	2900 m	-	-	2400 m	-
Sud des Alpes	17° 26°	18° 24°	18° 23°	16° 22°	15° 23°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	2800 m

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 05.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur [bonhote.ch/produits](#).

Fonds en obligations				
B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	98.85	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	98.85	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD 3/1a	98.83	-	

Fonds en actions				
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	106.12	9.3	

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	150.00	8.7	



Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	92.81	-0.5	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e	97.67	-1.1	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	104.09	-0.9	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	92.01	-2.3	

Fonds en actions				
Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD 1/1e	148.17	5.8	
Synchrony (LU) High Div EuroP. St. A	EUR 1/1e	125.04	7.9	
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e	124.37	10.7	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	152.93	6.8	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e	149.17	2.5	
Synchrony (LU) Swiss Sm&MidCaps A	CHF 1/1e	127.50	1.6	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e	215.23	7.2	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	136.04	8.2	
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3f	101.34	7.6	
Synchrony High Div Sw Stocks A	CHF 1/1e	132.66	6.1	
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD 4/3f	102.75	4.2	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	135.78	2.2	
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	104.94	8.4	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	108.83	8.5	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	104.99	-	
Synchrony US Equity A	USD 4/3e	195.20	10.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	143.21	5.9	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1f	145.34	3.8	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	96.99	2.6	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	131.05	8.9	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	96.82	1.2	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	151.92	13.3	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e	138.89	3.3	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e	174.28	4.9	
Synchrony LPP 2S B	CHF 1/1f	122.12	3.1	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	128.06	4.8	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	117.04	4.8	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	130.18	7.3	



Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	156.60	8.8	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	116.60	17.5	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	83.70	9.4	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1e	154.00	12.8	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1e	93.50	10.5	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1e	124.60	11.0	
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e	109.00	8.4	
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e	186.20	3.3	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e	77.40	-8.1	



Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	101.02	5.9	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.24	3.3	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	98.31	8.9	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	89.88	0.5	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	139.03	12.4	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	110.34	8.7	
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	162.63	5.9	
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	98.20	4.8	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	83.95	-0.1	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	112.41	3.2	
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	103.46	2.3	

Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	131.00	-0.8	
Immo Helvetic	CHF 5/5	20400	0.5	

BLACKROCK®

Fonds en obligations				
BGF FI Glb Ops D2 USD	USD 1/1e	16.62	0.8	
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD 1/1e	15.77	0.4	

Fonds en actions				
BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD 1/1e	23.19	9.5	
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD 3/3e	178.11	8.0	

bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier AlIo Bal USD	USD 4/4e	113.20	4.9	
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4e	103.37	0.8	
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4e	113.55	1.9	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur EUR	EUR 4/4e	157.56	4.6	
BO Fd IV-Bordier Core Hid Eur I EUR	EUR 1/1e	147.05	4.9	
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMid USD	USD 4/4f	189.36	4.4	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4e	124.09	10.1	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR 1/1e	130.77	10.5	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4f	230.63	11.9	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4f	223.30	11.6	



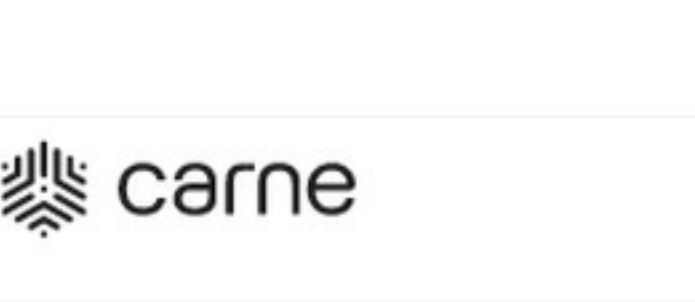
Fonds en actions				
Al'round Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1e	217.91	2.8	
Al'round Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1e	163.15	2.9	
Al'round Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1e	232.21	3.0	
Al'round Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1e	98.26	3.0	
Al'round Quadinvest Growth B	USD 2/1e	292.46	6.7	
Al'round Quadinvest Growth C	USD 2/1e	301.96	6.8	
Al'round Quadinvest Growth D	USD 2/1e	307.29	6.9	
Al'round Quadinvest Growth Da	USD 2/2e	257.86	6.9	
Al'round Quadinvest Growth OE	USD 2/1e	286.42	6.5	



Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	611.10	19.6	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	187.52	17.0	



Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	123.84	14.0	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e	97.90	15.0	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	131.01	8.2	



Fonds en actions				
Konwawe Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	240.80	27.0	
Konwawe Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	241.18	21.8	
Konwawe Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e	279.51	19.6	



Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1100.61	3.8	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1029.85	2.7	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1f	1244.20	4.3	

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/1e	96.11	0.5	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/1e	1049.37	1.5	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 2/1e	1163.46	2.0	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.36	-0.2	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1e	113.86	2.7	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.69	0.5	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	128.05	0.8	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1e	156.97	1.5	
CS (Lux) BM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2e	142.19	1.0	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2e	137.03	3.1	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	495.77	-0.2	
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1e	174.91	3.3	
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	158.55	4.5	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.40	9.7	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	443.55	6.5	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.95	9.1	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.07	9.1	
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	549.05	8.0	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2e	582.09	-8.8	
CS (Lux) EU Qu Div Eq B	EUR 2/1e	23.04	5.7	
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 3/1e	4282.90	9.4	
CS (Lux) Gl. Qua Drk Eq B	USD 1/1e	25.56	8.2	
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.47	7.5	
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2e	212.71	1.6	
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2897.70	-1.4	
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1e	45.13	-0.6	
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1437.33	5.0	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	114.88	4.4	
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	130.66	6.6	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.68	1.5	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	104.58	1.8	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	108.33	3.5	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	125.47	4.8	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	116.95	7.6	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	199.49	3.4	
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	121.93	4.9	
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	139.28	7.3	
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.34	2.8	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	100.50	6.2	
CS REF Green Property	CHF 5/5e	115.00	-5.0	
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	73.40	3.1	
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	173.50	6.4	
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	141.00	-1.7	
CS REF Siat	CHF 5/5e	216.00	1.9	

Investissements alternatifs				
CS (Lux) S&M Cap Alpha I/S B	EUR 2/1e	159.46	-2.3	
CS Comm. Fd Plus (CHF) USD BH CHF	CHF 2/1e	116.82	1.5	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.57	1.5	
CS (Lux) Com Idx Pl USD Fd B	USD 2/1e	70.34	4.3	
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1e	74.40	5.1	
CSIP(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	257.38	8.1	



Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.50	-5.1	



Fonds en obligations				
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	98.60	0.9	

Fonds en actions				
EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	410.40	6.8	
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	230.50	1.9	
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	66.60	6.2	
Gutzwiller ONE	USD 2/1e	588.50	8.9	

Investissements alternatifs				
Gutzwiller TWO (USD)	USD 2/1e	173.20	-0.4	



Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1a	191.29	-1.6	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4a	79.06	-1.4	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	204.09	7.1	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	222.24	7.0	
ENETIA Energy Infrs. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17525.41	3.4	
ENETIA Energy Transition Fund IB EUR	EUR 2/1e	140.33	-1.2	
White Fleet IV-Ene Emr In S EUR(lunhel)	EUR 1/1e	11675.14	4.8	
White Fleet IV-Rl. St. B (USD)	USD 1/1e	44.77	-7.6	
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD 1/1e	195.16	8.8	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	122.91	4.8	

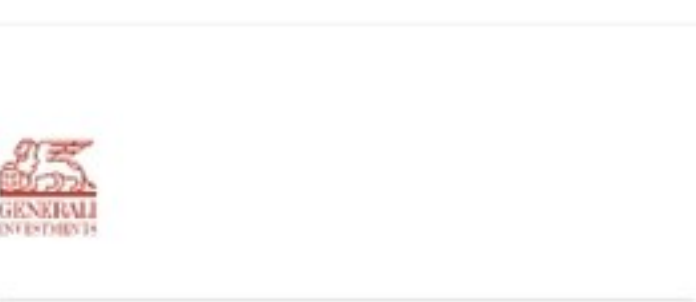
Autres fonds				
Physical Gold B3	USD 1/1e	127.18	12.5	



Fonds immobiliers				
ERPES Swiss A-CHF	CHF 4/4	148.00	8.4	



Fonds en actions				
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	486.40	5.0	



Fonds en obligations				
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	104.91	-0.0	
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	102.05	-0.7	
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	555.97	0.5	

Economie & Finance

438,7 millions

FILIALE TRANSALPINE DE SWISSCOM, FASTWEB VA CÉDER SA PARTICIPATION MINORITAIRE dans le développeur de réseau Fibercop à une unité du fonds new-yorkais KKR, pour 438,7 millions d'euros. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'offre à 22 milliards d'euros lancée par KKR sur Netco, filiale de Telecom Italia.

ROI CHARLES III

Les billets de banque à l'effigie du souverain britannique ont fait leur apparition hier dans les porte-monnaies des Britanniques, remplaçant progressivement ceux portant le portrait de sa mère Elizabeth II.



-30,6%

LE MARCHÉ AUTOMOBILE ALLEMAND A VU SES VENTES RECHUTER DE 4,3% EN MAI SUR UN AN, à 236 425 unités, plombées par l'électrique qui n'en finit pas de s'effondrer depuis la fin des prix subventionnés. Les ventes de modèles 100% électriques en particulier ont reculé de 30,6%.

SMI	12 150,02	+1,17%	Dollar/franc	0,8942	↑
Euro Stoxx 50	5035,66	+1,66%	Euro/franc	0,9713	↑
FTSE 100	8246,95	+0,18%	Euro/dollar	1,0862	↓
			Livre st./franc	1,1426	↑
			Baril Brent/ dollar	78,33	↑
			Once d'or/dollar	2353	↑

Climeworks, leader mondial du captage de CO₂, innove mais les défis demeurent

ENVIRONNEMENT L'entreprise zurichoise poursuit son développement. L'adoption de la technologie de captage et de stockage de gaz carbonique à une plus large échelle n'est cependant pas encore garantie

LASSILA KARUTA

Climeworks est encore une société peu connue du grand public. La firme zurichoise, fondée en 2009, figure cependant dans un classement du magazine américain *Time* de 2024. Les fondateurs de la start-up issue de l'EPFZ font partie des 100 dirigeants d'entreprise les plus innovants dans leur secteur. L'intérêt croissant pour la société se remarque également à la conférence Carbon Removal Summit qui s'est tenue mardi et mercredi à Zurich: des centaines de personnes sont venues des quatre coins du globe pour discuter des méthodes d'élimination du gaz carbonique dans l'air. Et plus précisément du captage direct (DAC), une technologie développée notamment par Climeworks.

«Pour atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050, toutes les contributions sont nécessaires», plaide Jan Wurzbacher, un des cofondateurs de Climeworks, devant les participants de la conférence. L'ingénieur a en outre rappelé que, malgré les efforts enre-

gistrés dans la lutte contre le réchauffement climatique, 2023 a battu des records en termes de température. «Nous avons également besoin de procédés permettant d'extraire le CO₂ de l'atmosphère pour atteindre l'objectif zéro», indique aussi Kaya Axelsson, une responsable de l'institut de recherche Oxford Net Zero.

Baisse des tarifs en vue

Climeworks et d'autres concurrents ont développé des technologies comparables à des aspirateurs géants de CO₂ dans l'air. L'entreprise zurichoise, qui compte maintenant 500 collaborateurs, stocke par la suite le gaz extrait sous terre. Il y a un mois, le spin-off de l'EPFZ a inauguré en Islande son deuxième site. Ce dernier baptisé «Mammoth» permet de capter 36 000 tonnes de gaz carbonique par année alors que le premier a une capacité de 4000 tonnes. «Nous ne pouvons pour le moment plus accepter d'autres clients pour ces deux sites», explique au *Temps* Daniel Nathan, le directeur chargé du développement de Climeworks. De plus en plus d'entreprises collaborent avec la firme pour atteindre leurs objectifs climatiques: Swiss, Lufthansa, Lego, Microsoft et Swiss Re en sont quelques-unes. Les capacités de la société restent cependant très modestes par rapport aux besoins mondiaux.

A l'occasion de sa conférence annuelle, Climeworks a en outre annoncé avoir développé une technologie de troisième génération. Celle-ci devrait réduire la consommation énergétique de ses sites. Les coûts d'ici à 2030 devraient également baisser de moitié: les tarifs pour le captage devraient évoluer entre 250 et 350 dollars par tonne et en tenant compte de l'élimination de CO₂ capté sous terre, les coûts de production pourraient s'établir entre 400 et 600 dollars la tonne.

0,1%

du captage du CO₂ s'effectue par les nouvelles technologies dont celles de Climeworks.

Mais d'ici là les défis demeurent nombreux. A partir de 2026, Climeworks prévoit de construire en Louisiane, aux Etats-Unis, un nouveau site de captage de CO₂ d'une capacité de 260 000 tonnes. Pour cette installation, qui bénéficiera d'un financement du gouvernement américain pouvant aller jusqu'à 300 millions de

dollars, l'entreprise doit encore chercher des clients et d'autres investisseurs. Depuis ses débuts, le groupe a levé environ 800 millions de dollars auprès de détenteurs de capitaux, a indiqué au *Temps* une porte-parole.

Contribution limitée et critiquée

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, la contribution de Climeworks et de ses pairs reste marginale. Selon un rapport sur l'élimination du CO₂, seul 0,1% du captage du dioxyde de carbone s'effectue par les nouvelles technologies dont celles de Climeworks. La quasi-totalité, soit 99,9%, représentant 2 milliards de tonnes de CO₂ par an, est réalisée par les techniques conventionnelles comme la reforestation.

Les opposants à ces nouveaux outils pointent aussi du doigt la consommation importante d'énergie des sites de captage et les coûts. Et certaines associations de défense de l'environnement veulent ainsi limiter les activités d'élimination des émissions dans l'air aux techniques telles que la reforestation et l'agriculture régénérative. Elles craignent qu'en achetant des crédits carbone auprès de firmes telles que Climeworks, certaines entreprises très polluantes réduisent leurs efforts de réduction d'émission de gaz à effet de serre. ■

La bataille sur les risques causés par l'IA s'intensifie

TECHNOLOGIE Des employés actuels et anciens d'OpenAI et Google réclament de pouvoir critiquer librement les avancées majeures réalisées dans l'intelligence artificielle. Une démarche légitime, selon l'éthicien Johan Rochel

ANOUGH SEYDTAGHIA
X @Anouch

Il y en a eu tellement ces dix-huit derniers mois que le décompte est impossible. Lettres ouvertes, appels communs, publication de manifestes: ingénieurs, scientifiques et membres d'ONG ont multiplié les prises de paroles pour avertir des risques liés à l'intelligence artificielle (IA). Ce mardi, un nouvel appel a été lancé. Et il est intéressant à plusieurs titres.

Cette lettre ouverte, consultable à l'adresse <https://righttowarn.ai>, est particulière. Intitulée «Un droit d'alerte sur l'intelligence artificielle avancée», elle est signée par un groupe restreint: 13 personnes. Toutes travaillent ou ont travaillé chez OpenAI (éditeur notamment de ChatGPT) et Google, certaines affichent leur nom, d'autres pas, et la missive est appuyée notamment par Geoffrey Hinton, considéré comme l'un des «pères fondateurs» de l'IA.

Faibles obligations

Que dit cette lettre? Elle insiste sur les «risques sérieux» posés par ces technologies: «renforcement des inégalités existantes», «manipulation», «désinformation», mais aussi «la perte de contrôle des systèmes d'IA autonomes pouvant entraîner l'extinction de l'humanité». Mais ce n'est pas tout. Les signataires avertissent que «les entreprises d'IA ont de fortes inci-



«L'opacité est trop importante, alors que les enjeux sont majeurs»

JOHAN ROCHEL, CHERCHEUR EN ÉTHIQUE ET EN DROIT

tations financières à éviter une surveillance efficace, et nous ne pensons pas que les structures de gouvernance d'entreprise habituelles soient suffisantes pour changer cette situation.» Les géants de la tech «n'ont que de faibles obligations de partager certaines de ces informations avec les gouvernements, et aucune avec la société civile. Nous ne pensons pas que l'on puisse compter sur eux pour les partager volontairement.»

Les signataires demandent aux entreprises de l'IA de ne pas s'attaquer aux employés qui parlent de leurs doutes. «Les protections ordinaires des lanceurs d'alerte sont insuffisantes parce qu'elles se concentrent sur les activités illégales, alors que de nombreux risques qui nous préoccupent ne sont pas encore réglementés», écrivent-ils notamment.

Pour Johan Rochel, chercheur en éthique et en droit, cette lettre ouverte est très particulière. «Elle est très différente des autres appels, car elle provient du cœur de ces géants de l'IA: leurs employés. Ils posent sur la table des demandes très concrètes pour être entendus, pour demander de la transparence, et pour pouvoir s'exprimer librement sur ce qui se passe à l'intérieur des entreprises. Avec un point fondamental: ils prennent sur leur épaule d'alerter sur tout ce qui ne va pas au sein du développement de nouveaux services. Ni la régulation, ni l'autorégulation, ne parvient à s'attaquer à ces problèmes. Or il faut qu'en premier lieu, ce soit la régulation qui permette de traiter ces défis. C'est essentiel.»

Egalement enseignant en éthique à l'EPFL, Johan Rochel voit ainsi d'un bon œil cette prise de parole publique. «On voit, en lisant cette lettre ouverte, que les employés prennent beaucoup de précaution, en assurant vouloir préserver le secret des affaires et en ne prévoyant de prise de parole publique qu'en recours ultime». Selon l'éthicien, «il y a de facto une pression immense sur ces employés. Ni le grand public, ni les régulateurs, ni les autorités politiques, ni la communauté scientifique ne sait vraiment ce qui se passe au cœur de ces géants de l'IA. Ni quels produits sont développés, ni dans quel but final, ni quels algorithmes sont employés. L'opacité est trop importante, alors que les enjeux sont majeurs.»

Ces dernières semaines, OpenAI a été secoué par plusieurs affaires. Son directeur Sam Altman a démantelé sa *superalignment team* interne, chargée de veiller à la sécurité des pro-

duits développés. Et quelques jours plus tard, l'entrepreneur créait une structure similaire, dont il décidait de faire partie.

OpenAI n'est pas la seule entreprise secouée par ces dissensions, puisque des employés de DeepMind, la filiale de Google spécialisée dans l'IA, signent aussi la lettre précitée. Rencontré il y a un an à l'EPFL, son directeur, Demis Hassabis, affirmait qu'une IA générale était à portée de main: «C'est un système qui aura toutes les capacités cognitives générales d'un humain. Jusqu'à présent, notre cerveau est la seule entité, dans l'univers, capable d'intelligence générale. On pourra imiter toutes ses capacités d'ici peu, je ne serais pas surpris que cette IA générale soit créée durant la prochaine décennie», déclarait-il. Quatre jours plus tard, ce même Demis Hassabis cosignait un appel tenant en une phrase: «L'atténuation du risque d'extinction par l'IA devrait être une priorité mondiale au même titre que d'autres risques à l'échelle de la société tels que les pandémies et les guerres nucléaires».

Des conséquences?

Comme Sam Altman, comme Elon Musk, le directeur de DeepMind affiche ainsi une position ambiguë face aux risques posée par l'IA. Les employés de ces entrepreneurs pourront-ils les influencer? «J'imagine que dans leur immense majorité, les collaborateurs de Google ou OpenAI sont alignés par rapport aux objectifs de leurs employeurs. Mais vu que la guerre des talents fait rage dans l'IA, les appels lancés par des ingénieurs de haut niveau peuvent avoir un impact sur des développements internes», espère Johan Rochel. ■

Environ 10000 Suisses sont touchés par la faillite du voyageur FTI

TOURISME La disparition du troisième plus gros groupe européen du secteur touche ses clients helvètes

AWP

Quelque 10000 personnes sont touchées par la faillite de FTI, a estimé hier Martin Wittwer, président de la Fédération suisse du voyage (FSV), interrogé par l'agence AWP.

Les clients ayant effectué leur réservation via un bureau de voyages bénéficient d'une protection. En effet, le fonds de garantie de la branche suisse du voyage assure leur argent. Il n'y aura pas non plus de dommage pour les réservations faites via des agences de voyages en Suisse, a assuré Martin Wittwer. Les agences cherchent en effet des solutions pour les clients dont les voyages FTI ont été annulés.

Remboursement possible

Ce fonds de garantie ne peut être mis à contribution immédiatement. Il ne pourra l'être que lorsque la filiale suisse FTI Touristik, basée à Allschwil (BL), aura été mise en faillite, a précisé à AWP le directeur de ce fonds, Marco Amos. Les clients concernés par des annulations de voyages doivent d'abord s'annoncer à FTI Touristik et exiger le remboursement de leur argent.

Quant aux clients qui ont fait leur réservation via l'allemand FTI Touristik GmbH, ils devront faire marcher le fonds de garantie outre-Rhin. ■

Le vaisseau Starliner a décollé avec deux astronautes

VOLS HABITÉS Pour la première fois, des astronautes ont embarqué dans la capsule développée par le groupe américain Boeing

AFP

Le vaisseau Starliner de Boeing a décollé hier de Floride en direction de la Station spatiale internationale (ISS) avec pour la première fois des astronautes à bord. Cette mission doit permettre d'allonger la liste des véhicules spatiaux transportant des humains.

Après des années de reports et deux tentatives annulées au dernier moment en un mois, Boeing doit démontrer lors de ce vol-test que Starliner est sûr. Avec toutefois quatre ans de retard sur SpaceX, qui assure déjà le transport d'astronautes de la NASA vers l'ISS depuis 2020.

Le décollage de la fusée Atlas V du groupe ULA, avec la capsule Starliner à son sommet, a eu lieu à 10h52, heure locale, de Cap Canaveral en Floride (16h52 en Suisse). Les astronautes de la Nasa Butch Wilmore et Sunita Williams, deux vétérans de l'espace, forment l'équipage. Les deux astronautes doivent passer un peu plus d'une semaine dans la Station spatiale internationale, puis en revenir toujours à bord de Starliner. ■

MAIS ENCORE

«Interdisons la pub pour les énergies fossiles»

Les humains représentent le même «danger» pour la planète que «la météorite qui a exterminé les dinosaures», a lancé hier à New York Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU au terme des douze mois les plus chauds jamais mesurés. Il a demandé de bannir la publicité pour le pétrole, le gaz et le charbon, principales causes du réchauffement. (AFP)

BOURSE 05.06.2024

↑ SMI 12150.02 1.17%

↑ SPI 16141.32 1.02%

↑ SLI 1973.22 1.25%

↑ SMIM 2611.842 0.44%

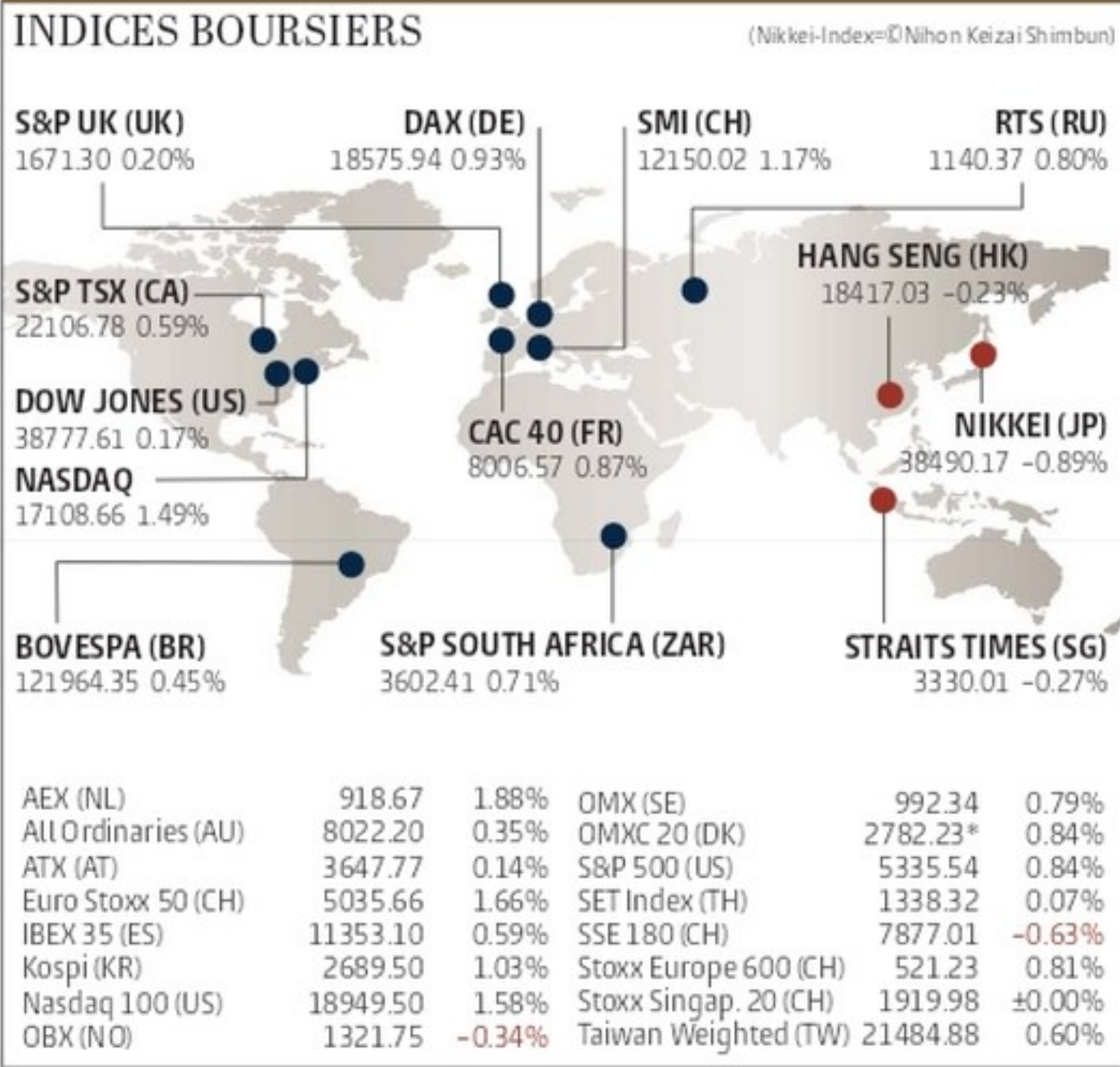
↓ VSMI 11.7664 -3.12%

SMI									
Titre 05.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut			
ABB NA	0.87	1.73	50.22	2.22	29.13	50.22			
Alcon N	0.24	0.30	81.22	1.70	61.28	83.34			
Geberit NA	12.70	2.30	552.80	0.80	409.00	571.20			
Givaudan	68.00	1.57	4328.00	1.52	2724.00	4347.00			
Holcim N	2.80	2.53	79.08	1.20	54.34	81.98			
Kühne+Nagel	10.00	3.76	266.30	3.38	234.50	301.90			
Logitech NA	1.06	1.19	89.00	2.18	48.28	90.54			
Lonza Gr.	4.00	0.80	499.00	1.36	308.60	581.60			
Nestlé NA	3.00	3.07	97.72	0.12	89.52	109.34			
Novartis	3.30	3.49	94.50	1.91	79.21	94.57			
Partners Gr.	39.00	3.23	1207.50	1.13	786.80	1325.50			
Richemont	3.50	1.87	146.80	2.12	102.95	154.00			
Roche Hld.GS	9.60	4.07	236.10	0.81	212.90	287.80			
Sika N	3.30	1.21	272.80	1.34	206.90	287.60			
Sonova	4.60	1.49	289.00	1.12	205.80	300.60			
Swiss Life	33.00	5.21	633.80	1.34	509.60	666.60			
Swiss Re NA	6.22	5.51	112.80	1.12	83.10	117.20			
Swisscom	22.00	4.34	507.00	0.90	486.80	565.80			
UBS Group N	0.64	2.29	27.95	0.47	17.26	28.78			
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.48	474.60	0.91	401.70	492.90			

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 05.06.2024				PERDANTS ↓
XLife Sciences	36.00	+11.46%	Arundel NA	0.15	-31.19%
Asmallworltd	1.60	+7.38%	Meyer Burger	0.008	-6.90%
Bq. Cant. de J.	60.50	+6.14%	Idorsia	2.23	-5.83%
TX Group	166.80	+5.57%	Wisekey	3.80	-5.00%
VAT Group N	489.80	+3.40%	GAM NA	0.25	-3.88%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 05.06.	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	52 semaines Bas	Comet	338.50	2.42	358	171
Comp. Fin.Tr.				Comp. Fin.Tr.	141.00	0.71	157	113
Cosmo Pharma.				Cosmo Pharma.	71.60	0.85	76.0	33.7
CPH				CPH	88.80	-1.33	93.0	78.0
Curatis N				Curatis N	6.80	3.03	18.0	0.00
Dätwyler				Dätwyler	188.40	-0.11	230	154
DKSH Hold.				DKSH Hold.	60.90	2.01	71.6	54.0
DocMorris				DocMorris	63.00	1.20	102	29.5
dormakaba				dormakaba	475.50	-0.94	504	385
Dottikon				Dottikon	262.50	0.96	270	190
Edisun Pow.				Edisun Pow.	91.50	-0.54	116	87.5
EFG Int.				EFG Int.	12.46	0.65	12.8	8.80
Emmi NA				Emmi NA	886.00	±0.00	964	820
Ems-Chemie				Ems-Chemie	732.00	0.07	781	581
Epic Suisse				Epic Suisse	72.00	±0.00	75.0	59.2
Evolva Hold.				Evolva Hold.	0.93	-0.43	10.7	0.62
Feintool Int.				Feintool Int.	17.45	-1.41	23.9	16.4
Flugh. Zürich				Flugh. Zürich	190.20	-0.42	208	166
Forbo Hold. NA				Forbo Hold. NA	1082.00	1.50	1386	957
Fund. Real				Fund. Real	16.30	-1.21	17.3	15.7
Galderna Gr.				Galderna Gr.	72.00	-2.31	76.2	60.0
Galenica NA				Galenica NA	74.10	-0.40	78.2	65.1
GAM NA				GAM NA	0.25	-3.88	0.61	0.23
Georg Fischer				Georg Fischer	66.00	1.77	72.2	45.6
Glarner KB N				Glarner KB N	21.20	-0.93	26.2	21.1
Grp. Minorities				Grp. Minorities	246.00	-	296	242
Gurkt Hold.				Gurkt Hold.	61.20	0.66	99.8	55.4
Helvetia				Helvetia	120.10	0.08	137	115
HiAG Immo.				HiAG Immo.	73.60	0.55	82.0	69.4
Highlight				Highlight	6.00	-3.23	15.3	4.00
Hochdorf				Hochdorf	7.96	-0.25	29.0	1.23
Huber+ Suhner				Huber+ Suhner	75.20	1.08	79.2	59.9
Hypo Lenzburg				Hypo Lenzburg	4200.00	±0.00	4380	3780
Idorsia				Idorsia	2.23	-5.83	8.47	1.29
Implenia				Implenia	34.15	1.19	48.5	25.8
Ina Invest				Ina Invest	18.70	-0.27	19.0	16.3
Inficon				Inficon	1462.00	2.81	1476	940
Interroll				Interroll	2740.00	1.11	3150	2245
Intershop N				Intershop N	119.20	-1.00	130	117
Investis				Investis	96.40	±0.00	102	89.6
IVF Hartmann				IVF Hartmann	130.00	0.78	144	103
Julius Bär NA				Julius Bär NA	54.40	0.82	63.4	43.0
Jungfraubahn				Jungfraubahn	194.40	±0.00	211	141
Kardex				Kardex	249.50	0.81	262	163
Klingelnb.				Klingelnb.	16.25	-1.22	20.1	15.0
Komax				Komax	155.40	-0.13	250	154
Kudelski				Kudelski	1.44	1.77	1.99	1.11
Kuros Bios.				Kuros Bios.	9.19	2.00	9.41	1.25
Landis+Gyr				Landis+Gyr	76.20	1.06	83.3	60.5
lastminute				lastminute	19.90	0.51	30.8	18.9

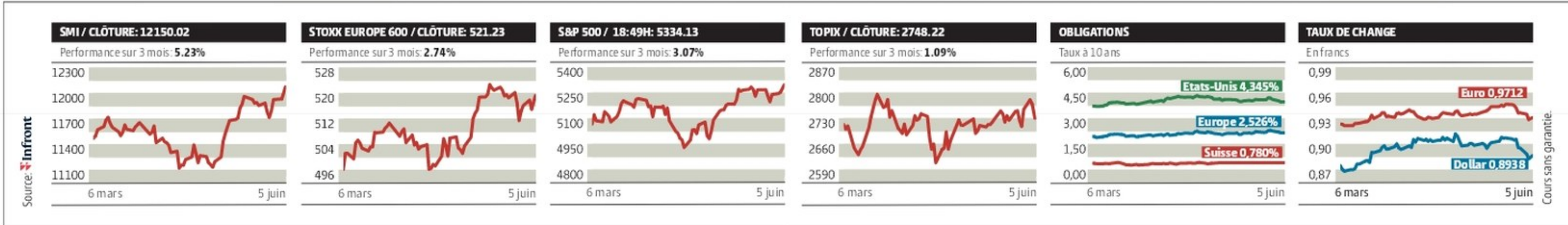


Ledanche NA	0.58	±0.00	0.63	0.37	Siegfried	896.00	1.70	950	655
Lem	1514.00	1.20	2350	1476	SIG Group	17.46	-0.91	26.1	17.1
Leonteq	25.15	-1.57	45.6	22.9	SKAN Group	82.00	1.49	86.6	65.0
Liechten. LB	69.80	0.43	75.0	58.0	SoftwareONE	16.98	0.47	19.3	14.0
Lindt & Spr.	107200.00	±0.00116000	95000		Spexis	0.062	-	1.06	0.01
Lindt & Spr.PS	10540.00	0.38	11430	9385	St. Galler KB	436.50	0.58	520	431
Luzerner KB	67.60	-0.15	77.3	67.2	Stadler Rail	27.10	-0.37	36.3	26.4
MCH Group N	5.38	2.28	5.88	3.50	StarragTornos	51.00	±0.00	63.0	44.6
Medacta Gr.	125.80	1.62	135	98.1	Straumann	115.85	0.22	152	97.0
Medartis	77.20	1.98	99.4	63.5	Sulzer NA	120.20	1.01	124	72.3
Medmix	15.88	±0.00	26.8	14.4	Swissquote	282.00	1.15	284	158
Meier Tobl.	34.20	0.59	53.0	28.9	Swatch Group I	189.65	-2.19	292	188
Metall Zug	1280.00	-1.54	1745	1245	Swatch N Gr.	36.85	-2.12	55.2	36.4
Meyer Burger	0.008	-6.90	0.23	0.01	Swiss Pr. Site	84.80	-0.12	91.8	75.4
Mikron	18.25	0.55	20.0	10.7	SwissSteel H.	14.90	2.05	29.1	12.4
Mobilezone	14.34	-0.42	15.3	12.1	Swissquote	282.00	1.15	284	158
Mobimo	259.00	-0.19	270	233	Talenthouse	0.005	-	0.02	0.00
Molecular Partn.	3.67	0.41	6.17	3.04	Tecan	325.80	2.00	392	251
Montana A.	19.30	0.21	19.9	9.68	Temenos NA	56.90	-0.35	89.7	53.1
Newron Pharma	10.04	-2.71	11.5	4.05	Thurgau. KB PS	123.50	-0.40	130	117
Novavest Real Est.	33.40	-0.30	39.0	32.4	TX Group	166.80	5.57	169	81.7
OC Oerlikon NA	4.86	-0.21	5.09	3.30	u-blox Holding	98.50	1.55	124	72.5
Orascom Dev.	4.01	-2.20	6.70	3.80	Valiant Hld.	101.80	-0.97	111	91.2
Orell Füssli	76.40	-1.29	83.6	69.0	Varia US Prop.	34.90	±0.00	41.0	33.3
Orior	60.90	-0.81	78.7	60.1	Vaudoise	432.00	-0.23	457	413
Peach Prop.	9.13	2.13	15.1	7.50	Vetropack N	32.20	1.58	48.0	30.5
Perrot Duval	57.00	-	86.5	50.0	Villars	615.00	±0.00	715	550
Phoenix Mec.	486.00	1.04	536	342	Vontobel	53.90	0.75	60.0	47.6
Pierer Mob.	35.95	-0.96	78.0	35.5	VP Bank	82.60	±0.00	97.6	80.4
Plazza	298.00	±0.00	319	292	VZ Holding	112.60	0.90	114	77.8
PolyPeptide	32.60	1.09	34.6	14.1	V-ZUG	51.60	-1.53	79.6	51.6
PrivateEquity	78.00	±0.00	78.0	63.0	Walliser KB	115.00	-0.86	118	107
PSP	113.90	-0.52	121	97.5	Wartec Invest	1720.00	±0.00	2040	1670
R&S Group	12.55	1.21	12.6	9.50	Wisekey	3.80	-5.00	9.56	2.80
ReliefTherap.	1.17	±0.00	4.89	1.15	XLife Sciences	36.00	11.46	51.4	31.4
Rieter	130.00	0.31	138	74.1	Ypsomed	390.50	1.43	409	244
Roche I	262.80	1.23	311	229	Zehn der Gr.	56.20	-0.35	78.7	45.2
Romande Energie	57.00	2.89	58.8	48.8	Zublin Immob.	25.60	-1.54	28.6	23.8
Sandoz	31.31	0.68	32.8	22.7	Zug Estates	1740.00	-2.25	1915	1480
Santhera Pha.	9.62	-2.04	14.6	7.14	Zuger KB	8440.00	0.48	8580	7420
Schindler N	231.00	0.87	237	171	Zwahlen&Mayr I	158.00	-	180	112
Schindler PS	236.20	0.68	243	176					
Schlatter Tech.	26.80	-	28.0	21.0					
Schweitzer Hold.	437.50	1.04	709	404					
Schweizer NB	3960.00	-0.50	4950	3440					
Sensirion	75.30	1.35	98.6	57.5					
SF Urban Prop. N	90.60	-0.66	96.0	82.5					
SFS Group	122.20	0.83	130	88.9					
SGS	82.60	0.83	88.3	69.6					
SHL Telemed.	4.79	1.91	10.9	3.50					

CHANGES



La Banque 05.06.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9703	0.9705	0.94	1.00	99.80
1 Dollar US	0.8922	0.8923	0.86	0.93	107.53
1 Dollar canadien	0.6518	0.6520	0.62	0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5930	0.5932	0.55	0.63	158.10
100 Dollar hongkong	11.4240	11.4258	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.5718	0.5719	0.53	0.62	16194.33
1 Livre sterling	1.1399	1.1404	1.06	1.21	82.4



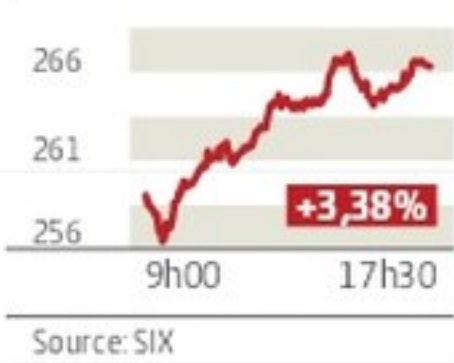
PROPOSÉ PAR BCGE

Belle progression

BOURSE Mercredi, le marché suisse a ouvert la séance en hausse de 0,67% à 12089,71 points, alors que Wall Street s'était légèrement apprécié la veille. En Chine, l'activité dans les services a connu, en mai, son expansion la plus rapide depuis dix mois. Aujourd'hui, les yeux des investisseurs seront rivés sur la réunion de la BCE, qui devrait opter pour une baisse des taux de 25 points de base. Le SMI a clôturé en

LE TITRE VEDETTE

KUEHNE+NAGEL



meilleure performance du jour. **ABB** a engrangé 2,22% à 50,22 francs. **Logitech** 2,18% à 89 francs et **Richemont** 2,12% à 146,80 francs. Ce dernier a profité d'un relèvement d'objectif de cours par Royal Bank of Canada. Aux poids lourds, **Novartis** (+1,91% à 94,50 francs) et **Roche** (+0,81% à 236,10 francs), tandis que **Nestlé** grignotait 0,12% à 97,72 francs. Dans le compartiment des financières, **Swiss Life** s'est adjugé 1,34% à 633,80 francs, **Swiss Re** de 1,12% à 112,80 francs, **Zurich Insurance** de 0,91% à 474,60 francs et **Partners Group** de 1,13% à 1'207,50 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHES

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

MAIS ENCORE

Google visé par une procédure judiciaire au Royaume-Uni

Un tribunal britannique a donné hier son feu vert à une plainte en nom collectif visant le géant américain Google, accusé d'abus de position dominante sur le marché de la publicité numérique, pour des dommages estimés par les plaignants à 13,6 milliards de livres (15,5 milliards de francs). (AWP)

Les géants de la tech au cœur de l'envolée des capitalisations boursières

MARCHÉS En vingt-cinq ans, l'émergence des grandes entreprises technologiques américaines a bouleversé l'ancienne hiérarchie, conduisant à une envolée des valorisations et une concentration en termes de secteur

ETIENNE MEYER-VACHERAND
X @etienнемeyva

Cinq ans en arrière, c'était une entreprise dont la capitalisation boursière était encore de 144 milliards de dollars. Prochainement, elle pourrait atteindre les 3000 milliards, un seuil symbolique uniquement atteint par Microsoft et Apple à ce jour. En quelques mois, le concepteur de semi-conducteurs américain Nvidia est passé d'une société relativement inconnue, opérant dans le jeu vidéo, à la troisième valorisation boursière mondiale que tout le monde s'arrache avec l'engouement pour l'intelligence artificielle. Une évolution à l'aune de celle du secteur de la tech depuis l'an 2000.

■ L'avènement de la tech

Letournant du millénaire marque aussi un tournant sur les marchés boursiers. La période coïncide avec l'éclosion de la première «bulle internet», qui culmine en mars 2000. L'arrivée d'internet entraîne une spéculation autour des entreprises actives dans les secteurs des télécommunications et de l'informatique. De jeunes sociétés voient leurs valorisations gonflées par les attentes autour de la révolution du web. Cette bulle finira par éclater, mais elle marque l'entrée parmi les principales capitalisations de valeurs dites «tech».

«A cette époque, je simplifie, il suffisait de mettre «com» dans votre nom pour voir le cours de votre action partir à la hausse», résume Jérôme Schupp, responsable de la recherche chez Prime Partners. Cette période marque aussi une transition en termes de thématique boursière. Parmi les

MICROSOFT A RETROUVÉ SA PLACE DE NUMÉRO 1

Les dix principales capitalisations boursières en milliards de dollars au 1er janvier 2000 et au 5 juin 2024

En 2000	Capitalisation	Pays	En 2024	Capitalisation	Pays
Microsoft	606		Microsoft	3 092	
General Electric	508		Apple	2 980	
NTT Docomo	367		Nvidia	2 864	
Cisco	352		Alphabet	2 147	
Walmart	302		Amazon	1 866	
Intel	280		Saudi Aramco	1 866	
Nippon Telegraph	271		Meta	1 209	
Nokia	219		Berkshire Hathaway	899	
Pfizer	206		Eli Lilly	791	
Deutsche Telekom	197		TSMC	791	

Tableau: Etienne Meyer-Vacherand

principales valeurs boursières, on trouvait aussi des entreprises du secteur de l'énergie comme Shell, Total ou encore Exxon, aujourd'hui distancées. «Il y a des cycles, dans les années 1970-1980, les entreprises de l'énergie trastaient les premières places», relève John Plassard, spécialiste en investissements de la banque Mirabaud.

■ 1000 milliards, un seuil symbolique vite oublié

Après l'arrivée d'internet, l'avènement du smartphone puis du cloud a continué de soutenir la croissance de la tech. En 2018, Apple franchit le cap symbolique des 1000 milliards de dollars de valorisation, tout comme Microsoft, Alphabet et Amazon. En l'espace de quelques années, les chiffres de 2000 milliards puis 3000 milliards sont également atteints.

Outre cette hausse considérable, la situation se traduit aussi par une concentration en termes de thématique. «Le marché américain n'a jamais été aussi concentré. Aujourd'hui, six titres pèsent pour environ 30% du S&P 500, qui était un indice très diversifié, ajoute

Jérôme Schupp. Cette tendance s'observe dans la plupart des indices boursiers ces vingt-cinq dernières années. Le CAC 40 par exemple s'est concentré autour des valeurs du luxe par exemple.»

■ La disparition des acteurs des télécoms

Pour autant, toutes les entreprises appartenant au domaine de la tech n'ont pas bénéficié de la même manière de cette évolution. Très présentes au début des années 2000, les sociétés de télécommunications ont perdu de leur superbe. «Ce sont des entreprises très dépendantes et endettées. Le déploiement des différentes générations de réseau de téléphonie mobile coûte cher. Ce sont donc des entreprises liées à l'évolution des taux d'intérêt», analyse John Plassard.

Certains acteurs qui ont émergé plus tard comme Meta (maison mère de Facebook et Instagram) ont connu des passages à vide, notamment avec le métavers, qui avait suscité énormément d'intérêt durant la pandémie. En revanche, pointant déjà à la première place en janvier 2000, Microsoft a retrouvé les som-

rets, porté par l'intelligence artificielle.

■ L'Europe dépassée

Un autre fait marquant, les sociétés européennes n'apparaissent plus parmi les dix premières capitalisations. Première valorisation du Vieux-Continent, la société pharmaceutique danoise Novo Nordisk s'approche de ce groupe informel. Mais les champions européens de la fin des années 1990 qu'étaient Nokia ou Ericsson ont disparu du paysage.

Faute de poids lourds dans le domaine de la tech, l'Europe est restée à la traîne. Les secteurs comme la banque, l'assurance ou encore le luxe, où les acteurs européens restent puissants, ne présentent pas les mêmes perspectives de croissance. «L'assurance par exemple est une activité moins valorisée, décortique l'expert. Dans la pharma, l'Europe reste au niveau des Etats-Unis, mais c'est un secteur qui fonctionne par vagues. Quand vous sortez un traitement qui a du succès, il génère beaucoup de croissance mais lorsqu'un produit arrive en fin de brevet, il est difficile de lui trouver un successeur.» ■

EN BREF

La fortune des riches à son plus haut historique

Il n'y a jamais eu autant de riches et leur fortune n'a jamais été aussi élevée, grâce à la hausse des cours boursiers, montre l'étude «World Wealth Report» menée par le cabinet de conseil Capgemini publiée hier. Le nombre de personnes fortunées dans le monde, définies par Capgemini comme celles dont l'argent disponible hors résidence principale dépasse le million de dollars, a augmenté sur un an de 5,1%, à 22,8 millions en 2023. Leur fortune a elle aussi augmenté, avec un patrimoine total estimé de 86800 milliards de dollars (+4,7%). ATS

PUBLICITE

Abonnement digital gratuit!

Offrez le média que vous aimez!

L'Etat de Genève fait bénéficier d'un abonnement digital gratuit aux Genevois de 18 à 19 ans*



Faites-en profiter un proche!

* Offre réservée aux résidents genevois nés entre le 01/01/2005 et le 31/12/2008. Abonnement offert par l'Etat de Genève

LE TEMPS

4_97816612

14 Carnet du jour

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Cartigny – 14 h: M ^{me} Henriette Wible; temple Chêne-Bougeries – 14 h: M ^{me} Christiane Chopard; temple Chêne-Bougeries – 16 h: M. Jean-Marc Murbach; temple Genève – 11 h: M ^{me} Ellen Bossy; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges VAUD Ecublens – 14 h: M ^{me} Hedwige Rossier; temple du Motty Ollo – 14 h: M. Elie Yersin; temple Rossinière – 14 h 15: M. Albert Berdoz; église	St-Légier-La Chiésaz – 14 h 30: M. André Perrenoud; église de La Chiésaz St-Prex – 14 h: M ^{me} Eliane Rieben; temple Villeneuve – 14 h 30: M ^{me} Antoinette Amponsah-Thélin; temple FRIBOURG Albeuve – 14 h 30: M ^{me} Edith Gurtner-Geinoz; église Estavayer-le-Lac – 14 h 30: M ^{me} Elisabeth Guisolan-Zay; collégiale Saint-Laurent Marly – 14 h 45: M. Kuno Wirth; église Saints-Pierre-et-Paul JURA Bassecourt – 14 h 30: M. Rémy	Stadelmann ; église Courtételle – 14 h: M ^{me} Lucienne Hulmann-Saucy; église VALAIS Champéry – 15 h: M. Alain Marion; église Chermignon-d'en-Haut – 17 h: M. Olivier Duc; église Monthey – 15 h: M ^{me} Madeleine Ranzoni; chapelle du home Les Tilleuls Saillon – 16 h 30: M ^{me} Renée Raymond; église Saint-Maurice – 15 h 30: M ^{me} Eugénie Monnay; église Saint-Sigismond Sierre – 10 h 30: M ^{me} Huguette Antonin-Melly; église Sainte-Croix
---	---	---

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11	avec ou sans rendez-vous.	JURA Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65	ADRESSES DE POMPES FUNÈRES EN SUISSE ROMANDE GENÈVE Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00	VAUD Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33 Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10. Aigle: tél.024 466 46 56 Aubonne: Tél. 021 808 62 88 Bex: tél : 024 463 35 79 Carrouge: Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69 Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00 Chexbres: Tél. 021 946 24 01 Echallens: Tél. 021 882 23 35 Froideville: Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54 Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12 Mézières: Tél. 021 903 23 38 Montreux: Tél. 021 964 46 46	Morges: Tél. 021 801 06 08 Morrens: Tél. 021 731 16 55 Moudon: Tél. 021 905 28 28 Nyon: Tél. 022 361 80 10 Orbe: Tél. 024 441 15 55 Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15 Rolle: Tél. 021 825 50 60 Villeneuve: Tél. 021 960 30 20 Vuibroye: Tél. 021 907 79 18 Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27 Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38 Florideuil: Lausanne, av.William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33 Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91 François Schneider et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43. Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43 Bière: Tél. 021 809 51 60 Nyon: Tél. 022 361 05 05 Perroy: Tél. 021 825 30 40 Gavillet SA Pompes funèbres: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32 Vevey: Tél. 021 922 89 11 Générales SA: Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43 Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13 Le Sépey, route de Leysin 35,	Tél. 024 491 18 51 Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22 Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44 Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20 Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78 Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00 Clarens, Tél. 021 961 11 12 La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80 St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00 Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon, rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11	VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges:	FRIBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00	NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00			NEUCHÂTEL Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30. Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04 Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42. Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chaux-de-Fonds: rue de Chasseral 79, Tél. 032 968 38 33 Pompes funèbres Yan Dubois, Couvet: Clos-Pury 7, Tél. 032 861 12 64 Emery Pompes funèbres, Hauterive: Rouges-Terres 1B, Tél. 032 841 18 00 Pompes Funèbres Horizon, Colombier: rue du Creux-du-Sable 20, Tél. 032 842 18 42		
						JURA ARC-Jura Voisard SA: www.arc-jura-voisard.ch Bassecourt: Tél. 032 426 88 88		

Brise Glace

le podcast qui s'intéresse à tout ce que vous n'osez pas dire ou demander



A retrouver toutes les deux semaines sur letemps.ch/podcast et sur les applications d'écoute



LE TEMPS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints: Vincent Bourquin Grégoire Nappay <i>Assistante et office manager:</i> Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Debats: Romain Clivaz <i>Culture & Le Temps Week-end:</i> Stéphane Gobbo <i>Epoque & Société:</i> Célia Héron <i>Sport:</i> Laurent Favre <i>Sciences:</i> Sylvie Logean	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail:</i> relationclients@letemps.ch <i>Tarifs:</i> découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration <i>Présidence:</i> Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	Iconographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	Régie publicitaire <i>Nationale:</i> Anne-Sandrine Backes Adresse : NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél : 021 318 46 60 <i>Email:</i> letemps@nzzzone.ch <i>Régionale:</i> Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél : 022 575 80 50 <i>Email :</i> publicite@letemps.ch	Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)	
Direction Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>redactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits & technologie</i> Olivier Schwarz, <i>finances</i>	Chefs de rubrique <i>International:</i> Aline Jaccottet <i>Suisse:</i> Nicole Lamon <i>Economie:</i> Aline Bassin	Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud	Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50		Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	
Rédactrice en chef Madeleine von Holzen		La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire	Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH - 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50			Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Murat Yakin affine sa liste pour l'Euro

FOOTBALL Au lendemain de la victoire de la Nati contre l'Estonie, le sélectionneur a renvoyé quatre joueurs à la maison, dont le latéral genevois Kevin Mbabu. Il ne lui reste plus qu'un nom à tracer pour arriver à sa sélection définitive pour le tournoi qui aura lieu en Allemagne

LIONEL PITTET
X @lionel_pittet

Nouvelle désillusion pour Kevin Mbabu. Déjà écarté de l'équipe de Suisse avant la Coupe du monde 2022 au Qatar, le latéral genevois de 29 ans ne participera pas au Championnat d'Europe des nations cet été en Allemagne. Il a été renvoyé à la maison par le sélectionneur Murat Yakin au lendemain de la victoire contre l'Estonie à Lucerne (4-0) en compagnie de trois autres joueurs: Filip Ugrinic (Young Boys), Albian Hajdari et Uran Bislimi (Lugano).

Processus différent

Des 38 noms qui composaient la présélection extra-large de la mi-mai, il n'en reste désormais plus que 27. Un dernier doit être tracé avant de communiquer à l'UEFA la liste définitive des joueurs qui participeront au tournoi, ce que l'Association suisse de football doit faire le vendredi 7 juin à 23h59 au plus tard. On peut imaginer qu'un attaquant, à choisir entre Kwadwo Duah (Ludogorets Razgrad) ou Andi Zeqiri (Genk), suivra l'Euro depuis chez lui.

Le premier cité semble avoir un léger avantage, même s'il n'a fait ses débuts internationaux chez les grands que mardi. Il reste sur une très bonne saison en Bulgarie (dix buts) et possède un profil sensiblement de Noah Okafor ou Zeki Amdouni, deux joueurs assurés d'être du voyage en Allemagne. Zeqiri, lui, a un peu plus d'ancienneté dans le groupe (11 sélections depuis sa première convocation en 2021) mais il n'a jamais été capable de s'imposer non plus.

Pour son deuxième grand tournoi à la tête de la Nati, Murat Yakin a considérablement revu son approche, dans des circonstances certes complètement différentes. Avant la Coupe du



La présélection de Murat Yakin ne compte plus que 27 noms. Un dernier doit être tracé avant de communiquer à l'UEFA la liste définitive des joueurs de la Nati pour l'Euro. (SAINT-GALL, 3 JUIN 2024/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

monde 2022, il avait fait un véritable événement de l'annonce de sa liste, au Musée des transports de Lucerne. Cette fois, il a convoqué la presse dans le faste du Musée olympique de Lausanne pour dévoiler un cadre élargi, puis l'écrit s'est fait au fil des jours, presque discrètement, de sorte qu'il n'y aura presque aucune surprise quand il officialisera sa sélection définitive.

En même temps, le Balois s'efforce de faire comprendre que

ceux qui n'auront retardé leurs vacances que de quelques jours pour le rassemblement de la Nati ne l'ont pas fait pour rien. Qu'ils font aussi partie de l'histoire, en quelque sorte. Les quatre exclus de ce mercredi «se sont impliqués de manière exemplaire dans le groupe, sur et en dehors du terrain, et ont contribué à ce que la qualité et l'intensité des dix derniers jours d'entraînement soient très élevées», applaudit Yakin dans un communiqué transmis

par l'ASF, invoquant des raisons «tactiques et stratégiques» pour ses choix.

On le sait, le profil de Kevin Mbabu (Augsbourg) n'a jamais pleinement convaincu le sélectionneur, qui le trouve peut-être trop offensif pour un «piston» tel qu'il l'imagine. «Sur le côté droit de la défense, j'ai donné la préférence à Leonidas Stergiou, qui a couronné sa convaincante saison à Stuttgart par une qualification en Ligue des cham-

pions et qui peut être utilisé de manière flexible aussi bien dans une défense à trois comme défenseur central que dans d'autres systèmes sur le côté», précise le sélectionneur dans le même communiqué.

24 + 2, la formule magique

«Flexibilité» reste sa valeur cardinale, et il a sans doute été ravi du retour en sélection de Steven Zuber, qu'il n'avait pas convoqué depuis l'été 2023. Non seulement

le joueur de l'AEK Athènes possède des qualités d'engagement et de détermination qui ont fait défaut à la Nati ces derniers mois, mais il est capable d'endosser plusieurs rôles différents, que ce soit en attaque ou sur le flanc, à multiplier les efforts dans les deux directions. Sa prestation contre l'Estonie, notamment ponctuée de l'ouverture du score d'une frappe rageuse, a transformé le banni en incontournable de la sélection pour l'Euro.

Pour son deuxième grand tournoi à la tête de la Nati, le sélectionneur a considérablement revu son approche

A Lausanne, Murat Yakin avait révélé qu'à son goût, le contingent idéal pour un grand tournoi comportait 24 éléments. De quoi organiser des oppositions à 11 contre 11 sans problème, en frustrant le moins de joueurs possible avec des seconds rôles. Il semble toutefois s'être résolu à inscrire 26 noms sur sa liste, en raison de la convalescence incertaine des deux cadres que sont Denis Zakaria et Breel Embolo. Ils n'avaient pas repris l'entraînement collectif avant d'affronter l'Estonie, et seront sans doute incapables de jouer le premier match de l'Euro contre la Hongrie, le samedi 15 juin. Mais le staff de la Nati ne veut pas se priver de la possibilité de leur retour plus avant dans le tournoi.

En attendant, la Nati affinera ses automatismes samedi à 18h à Saint-Gall contre l'Autriche. ■

L'alpiniste Nirmal Purja accusé de harcèlement

MONTAGNE Deux femmes accusent la superstar de l'alpinisme, selon une enquête du «New York Times». L'affaire jette une lumière crue sur certains comportements lors d'expéditions. Le Népalais qualifie ces dénonciations de «fausses et diffamatoires»

SOPHIE GAITZSCH
X @s_gaitzsch

En mars 2023, l'alpiniste finlandaise Lotta Hintsa se rend à l'hôtel Marriott de Katmandou pour une rencontre professionnelle avec Nirmal Purja. Le Népalais, qui a gravi avec succès les 14 sommets de plus de 8000 mètres en un temps record en 2019 – un exploit relaté dans un documentaire Netflix –, est une star. L'homme a 2 millions de followers sur Instagram et l'aura d'un roi dans son pays d'origine, qui voit en lui un digne successeur de Tenzing Norgay, premier conquérant de l'Everest en 1953.

Dans les colonnes de *New York Times*, la jeune femme aujourd'hui âgée de 35 ans relate avoir été dans la suite de celui que tout le monde appelle «Nims Dai» et avoir été agressée. Alors qu'elle se sent «paralysée» et «perdue», l'homme lui retire ses vêtements. Elle le repousse à plusieurs reprises. Il finit par se masturber à ses côtés.

Une autre femme accuse Nirmal Purja. Médecin originaire de Californie, elle raconte dans le quotidien américain une expédition en juin 2022 pour gravir le K2 lors de laquelle il l'a plusieurs fois attrapée et embrassée contre son gré. «Je suis en train de faire cette ascension folle. Il est mon guide. Je ne veux rien faire qui puisse me mettre en danger», poursuit-elle. «Je



NIRMAL PURJA
ALPINISTE

sens que je dois l'éviter et faire en sorte que rien ne se passe. Je suis trop effrayée pour dire quoi que ce soit.»

Ce qu'elles ont vécu, les deux femmes l'ont partagé avec des proches au moment des faits, notamment dans des messages que le *New York Times* a pu consulter. De son côté, par la voix de son avocat, Nirmal Purja nie «sans équivoque les allégations d'actes répréhensibles» et les qualifie de «fausses et diffamatoires».

Des «réseaux de vieux garçons»

A quels dangers s'exposent les femmes qui participent à ce type d'ascensions? Certes, leur présence y a progressé. L'année dernière, 65 ont atteint le sommet de l'Everest, contre 45 en 2013 et seulement dix en 2003. Mais ces 65 femmes ne représentent que 10% du total: l'environnement reste encore essentiellement masculin. Et même loin de l'Himalaya, l'alpinisme cumule les facteurs de risque: des expéditions parfois longues dans des endroits reculés, des participants qui vivent et dorment à proximité les uns des autres.

L'avocate américaine Gina McClard, spécialisée dans le conseil et la prévention du harcèlement pour les clubs d'alpinisme et de lo-

sirs de plein air, souligne aussi que la culture de ces sports, qui glorifie le dépassement des limites et les personnes qui accomplissent des exploits, contribue à ce que certains comportements problématiques passent sous le radar. Dans une industrie qui repose encore beaucoup sur des «réseaux de vieux garçons», «si vous ne vous conformez pas à la façon dont les choses sont faites, vous risquez d'être marginalisé et exclu du club», note-t-elle, toujours dans le *New York Times*.

Dans le sillage du mouvement #MeToo, aux Etats-Unis, une initiative appelée #SafeOutside a vu le jour pour évaluer l'ampleur du problème dans les sports de grimpe et de plein air. Plus de 5000 adeptes dans 60 pays ont été interrogés. Quarante-sept pour cent des femmes et 16% des hommes ont déclaré avoir fait l'objet de «comportements sexuels non désirés» durant la pratique de leur sport.

En Suisse, des opérations ont vu le jour ces dernières années pour «offrir une plus grande place aux femmes dans les sports de montagne et de plein air». Ainsi, avec le 100% Women Peak Challenge, elles ont été plus de 700 à gravir les 48 plus hauts sommets de Suisse au sein de cordées exclusivement féminines en 2021. L'année suivante, dans ce même cadre, 80 femmes ont réalisé ensemble l'ascension du Breithorn, près de Zermatt, un record.

Les cordées réservées aux femmes, revendiquées par le passé par certaines alpinistes comme la Polonaise Wanda Rutkiewicz, ne manquent jamais d'attirer les critiques et les interrogations sur les raisons qui poussent certaines à rester entre elles. En creux, l'enquête du *New York Times* apporte de nouveaux éléments de réponse. ■

Paolini ou Andreeva, une surprise en finale

ROLAND-GARROS On attendait Elena Rybakina et Aryna Sabalenka en demi-finale mais les deux favorites ont été battues, respectivement par l'Italienne Jasmine Paolini (6-2 4-6 6-4) et la Russe Mirra Andreeva (6-7 6-4 6-4)

LAURENT FAVRE
X @LaurentFavre

On pensait le tableau féminin de Roland-Garros verrouillé par un Big 4 en voie de concrétisation et l'on s'attendait, au lendemain des qualifications pour les demi-finales de la numéro mondiale, la Polonaise Iga Swiatek, et de la numéro trois, l'Américaine Coco Gauff, de les y voir rejointes par la numéro deux mondiale, la Biélorusse Aryna Sabalenka, et la numéro quatre, la Kazakhe Elena Rybakina. Ces projections ont été balayées mercredi sur le Central par deux joueuses enthousiasmantes. Jeudi, ce sont bien l'Italienne Jasmine Paolini et la Russe Mirra Andreeva qui joueront pour une place en finale.

La plus grande surprise est venue en début d'après-midi de la victoire de Paolini sur Elena Rybakina. L'Italienne, 15e mondiale, n'est plus une débutante

(28 ans), elle n'avait jamais fait mieux en Grand Chelem qu'un huitième de finale et à Roland-Garros qu'un deuxième tour. Elle profita des erreurs de Rybakina, qui commit 48 fautes directes et n'a jamais paru dans son assiette. L'élimination d'Aryna Sabalenka (qui sembla souffrir au niveau des abdominaux) est un choc, mais le monde du tennis tient depuis l'an dernier Mirra Andreeva comme l'une des futures «grandes» du jeu.

Le tennis d'Andreeva, s'il est basé sur des coups puissants du fond de court, n'est pas dénué de finesse et de stratégie. Elle conclua la partie d'un lob imparable, avouant avoir «joué la balle de match en me disant que c'était une balle de break à sauver». A Roland-Garros, qui réussit cette année à l'Italie, Jasmine Paolini n'a pas vraiment profité de l'effet Sinner, son compatriote futur numéro un mondial et locomotive du tennis transalpin. «Le match a été très difficile, j'étais très tendue», expliqua la Toscane, suffisamment entreprenante tout de même pour ravir sept fois le service d'une joueuse qui mesure 21 cm de plus qu'elle. ■

Femmes, handicap, travail: la triple peine

TÉMOIGNAGES Le documentaire «Envolées», coréalisé par Violeta Ferrer, met en lumière les multiples discriminations à l'intersection de l'égalité et de l'inclusion, notamment sur le marché professionnel. Le film éclaire avec finesse un angle mort

PROPOS RECUEILLIS PAR AGATHE SEPPEY
✉ @AgatheSeppey

Elles s'appellent Karin, Gaëlle, Maude, Chahnaz, Corinne et Manon. Elles habitent en Suisse, sont juriste, psychologue, chercheuse à l'université ou encore politicienne. Et vivent toutes avec un handicap, parfois invisible aux yeux de celles et ceux qui les côtoient. Leur témoignage dans le documentaire *Envolées* sonne comme un cri du cœur: elles existent et ont besoin d'être écoutées.

Comment vit-on lorsque les discriminations liées au genre et au handicap s'additionnent? Comment travaille-t-on quand une rare porte s'ouvre? Ces questions sont au centre du dernier long métrage de l'association A la Vista, dédiée depuis près de vingt ans au traitement de problématiques sociétales. Réalisé par Violeta Ferrer et Patricia Marin, le film lève le voile sur une zone d'ombre, à l'intersection de l'égalité et de l'inclusion. En amont de trois projections (complètes) prévues dans le cadre des journées nationales Avenir Inclusif, Violeta Ferrer répond au *Temps*.

Quel a été le point de départ de votre questionnement sur les femmes en situation de handicap? Avec l'association A la Vista, nous avons déjà réalisé une quarantaine de reportages sur l'égalité hommes-femmes, et d'autres sur le handicap. Comprendre comment les réalités se croisent et les discriminations s'additionnent – l'intersectionnalité – sont des questions qui m'habitent beaucoup. Mais le réel point de départ date de 2013, lorsque je



«Ces protagonistes ont été au-delà de leur condition. Elles se sont envolées»

suis tombée sur une étude du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées, qui faisait état à ce moment-là de 700 000 femmes handicapées en Suisse contre 500 000 hommes. Je me suis dit: comment ça se fait qu'il y a davantage de femmes concernées et qu'on ne les voit pas? Alors avec Patricia Marin, la coréalisatrice, nous avons commencé à creuser.

Et un grand vide vous a marquée... En Suisse, très peu d'études portent un regard spécifique sur ces femmes, tandis que sur le terrain, au sein des institutions concernées, c'est encore plus vide. Rien qu'avoir des chiffres récents pour quantifier ce

groupe est quasiment impossible. Sur le plan associatif, je n'ai trouvé qu'une seule structure qui porte la voix de ces femmes: Avanti Donne, à Zurich. L'un des buts de ce film est d'ouvrir la porte du débat en montrant qu'une problématique intersectionnelle existe: les femmes en situation de handicap sont doublement discriminées. Prendre l'angle de l'insertion professionnelle permettrait de questionner l'absence de ces femmes sur le marché du travail, ou, si elles sont présentes, les obstacles qu'elles rencontrent ainsi que leurs ressources.

Concrètement, que se passe-t-il dans le monde professionnel? Il y a un gaspillage des compétences des femmes handicapées, car il n'existe pas de vraie politique d'insertion pour celles qui peuvent et veulent travailler. Tout est au bon vouloir de l'employeur et elles doivent négocier avec lui. A cela s'ajoute chez celles qui travaillent une tendance à surcompenser: pour ne pas subir de stigmatisation due à leur condition, pour ne pas montrer de faiblesses, elles donnent tout, font tout pour ne pas se faire remarquer. La question de la maternité vient compliquer encore la donne, le travail domestique retombant souvent sur leurs épaules – une réalité pour toutes les femmes. Alors, n'ayant pas la capacité de tout faire, elles doivent opérer un choix entre carrière et famille.

Six femmes concernées témoignent, chacune avec un profil, un parcours et un ressenti de la maladie différents. Qu'ont-elles en com-

mun? Toutes celles que j'ai rencontrées pour ce film, j'inclus celles qu'on ne voit pas à l'écran, ont exprimé un souhait de parler et un besoin d'être entendues. Elles sont très conscientes d'être invisibles et expérimentent beaucoup de solitude. Elles se sont battues et peuvent devenir des modèles pour une jeune génération de filles en situation de handicap.

Que signifie le titre du film, «Envolées»? Il est inspiré d'une citation d'Helen Keller, autrice sourde, muette et aveugle, qui a dit: «On ne doit jamais consentir à ramper quand on sent le besoin de s'élever.» Les protagonistes ont été au-delà de leur condition. Elles se sont envolées.

Les personnes interviewées font état de situations difficiles, mais le ton du film reste tendre, lumineux. Montrer les protagonistes sous le prisme du courage permettait de ne pas les réduire à leur maladie? Introduire de la douceur était une volonté dès le départ. Le but était de mettre ces femmes à l'honneur, de parler de la force qu'elles ont et de ce qu'elles peuvent apporter à la société. Il fallait dépasser le regard de pitié qu'elles expérimentent d'habitude. La maladie n'est pas la protagoniste du film, elle est au deuxième plan. Enfin, le public a tendance à reculer si le propos est trop lourd. Le ton tend aussi à contrer cet effet.

Vous déplorez que la question des droits des femmes handicapées soit souvent empoignée de manière «sectorisée»: on vise soit les femmes, soit les personnes vivant avec un handicap. Comment les institutions

doivent-elles cibler cette minorité-là? *Envolées* est envisagé comme un outil pédagogique destiné aux professionnels concernés. C'est pourquoi nous accompagnons la sortie du film d'une campagne de sensibilisation. Pour que les institutions soient des relais d'information auprès de leurs équipes, il faut déjà qu'elles puissent identifier le problème et discuter ensemble. Nous avons pensé les projections comme des espaces où pourront se côtoyer des personnes des secteurs de l'égalité, du handicap et de l'insertion professionnelle.

Au fond, votre message est politique. Vous appelez à questionner «le validisme de notre société». On ne peut plus nier ces discriminations. Le validisme, système qui sous-tend que la norme est fixée sur les personnes non handicapées, est omniprésent. J'ai moi-même dû faire face à ma propre méconnaissance durant le tournage du film. J'ai appris à me demander constamment, face à une personne en situation de handicap: quel est l'effort que je peux faire, pour ne pas que la difficulté de l'échange retombe uniquement sur ses épaules? Si on ne sait pas, il faut simplement oser poser la question. Nous devons collectivement réaliser que le nombre de personnes atteintes dans leur santé est énorme, qu'une maladie peut nous tomber dessus n'importe quand et nous conduire à une situation de handicap. La santé est toujours un tabou, un fardeau que l'on porte individuellement. Toute la société doit changer. ■

Envolées, un film de Patricia Marin et Violeta Ferrer, 56 minutes, Projections (complètes) le 6 juin à Lausanne, le 12 à Genève et le 13 à Sion.

EN BREF

Le Montreux Jazz dévoile son programme gratuit

Le Montreux Jazz Festival (MJF) a de nouveau concocté un très large programme gratuit à découvrir du 5 au 20 juillet prochain. Le contenu a été dévoilé hier: plus de 500 concerts et activités seront proposés sur 15 scènes. Avec comme principal lieu de rendez-vous: la Lake House. Concerts, DJ sets, jam-sessions, workshops, projections, silent discos, etc.: le MJF ne lésine pas sur le «foisonnement pléthorique» de sa programmation gratuite. Elle représente d'ailleurs plus de 80% de l'offre totale de cette 58e édition. *ATS*

Le Musée Rath présente le vélo sous toutes ses formes

L'exposition qui s'ouvre ce jeudi au Musée Rath, à Genève, ravira à n'en pas douter les amoureux de la bicyclette. «Vélo, équilibres en mouvement» est une plongée dans l'histoire de cette invention qui finira par être surnommée la petite reine. Au total, 130 vélos sont présentés au public, des grands bi, avec leur énorme roue avant si caractéristique, aux indémodables vélos militaires de l'armée suisse, dont la robustesse et l'aspect ont traversé les âges. Les bicyclettes proviennent pour la plupart de collections privées. *ATS*

Edgar Morin publie un roman de jeunesse

A 102 ans, le philosophe français Edgar Morin n'en a pas fini avec son œuvre: il publiait hier un roman d'inspiration autobiographique écrit en 1946 – alors qu'il avait 25 ans – et qu'il a repris pour enfin le faire lire au grand public. «L'Année a perdu son printemps», aux Editions Denoël, «éclaire la construction psychique, intellectuelle et politique de l'un des plus grands penseurs de notre temps», a déclaré l'éditeur dans sa présentation de l'ouvrage. *AFP*

Homme de théâtre passionné, Andrea Novicov s'en est allé

HOMMAGE Un cancer a emmené mardi soir le metteur en scène de 66 ans, ancien directeur du Théâtre de l'Orangerie. Ce Genevois d'adoption a toujours placé l'intelligence et l'exigence en haut de son panthéon

MARIE-PIERRE GENECAND

La scène se déroule à la Maison de Tara, à Genève, le 4 mai dernier. Très affaibli par un cancer de la plèvre contre lequel il lutte depuis cinq ans, Andrea Novicov a convié ses amies et amis dans ce lieu magnifique qui accueille des malades en fin de vie.

Le motif? Une «Dé-party», c'est-à-dire une fête de départ, une fiesta pour dire au revoir. «Je sais que vous allez boire des verres après ma mort en disant des trucs gentils du genre «quelle perte pour le théâtre!», (*rires*) alors, autant que les verres, vous les buviez de mon vivant et que j'en profite», a pointé celui qui tirait sa révérence avec son habituelle irrévérence.

Cosmopolite et remuant

Andrea Novicov, metteur en scène aux univers visuels puissants, était ainsi. Lui, qui a pourtant dirigé des institutions – le Théâtre populaire romand de 2009 à 2013, puis le Théâtre de l'Orangerie de 2017 à 2023 – prenait sans cesse le contrepied, secouait l'arbre des évidences, refusait toujours le confort d'un modèle établi.

Un trait de caractère, la bougeotte intellectuelle, qu'il devait peut-être à son cosmopolitisme. Né d'un père russe et d'une mère d'origine suisse italienne, Andrea a vécu en Argentine, au Canada, en Italie puis au Tessin, où il est entré à l'école de théâtre de Dimitri. Il a ensuite travaillé comme comédien à Lisbonne, puis comme assistant metteur en scène à Milan, avant de s'établir à Genève à la fin des années 1990 pour ne jamais en repartir. C'est dans cette ville qu'il s'est éteint hier soir, à 66 ans, entouré de son fils Amos et de son amie Manuela. Des proches vers lesquels vont toutes nos pensées émues. Cet artiste ingénieux aurait



ANDREA NOVICOV
METTEUR EN SCÈNE

pu bâtir sa carrière en répliquant à l'infini son grand succès, *La Maison de Bernard Alba*, pièce magistrale de Garcia Lorca qu'il a montée façon marionnettes humaines, avec des comédiens jouant comme des poupées corsetées dans un mini-castelet imaginé avec Christophe Kiss, de sorte à souligner l'enfermement de cette communauté féminine.

Dès la première de ce spectacle, vue à la Grange de Dornoy en mars 2003, on a senti qu'il tenait là une géniale trouvaille dont il aurait pu exploiter le concept à l'envi avec d'autres textes du répertoire. Andrea Novicov y a d'ailleurs pensé, imaginant un instant un *Macbeth* pareillement retranché. Mais pour cet artiste, exigeant avec lui et avec les autres, chaque texte appelait sa mise en forme, chaque partition nécessitait sa vision. Impossible de répéter, il fallait toujours explorer.

Ainsi, lorsqu'il réalise en 2010 *Sous la glace*, de Falk Richter, avec, entre autres comédiens, son ami et acteur fétiche Roberto Molo, Andrea Novicov aménage un tunnel en forme de trapèze aux angles acérés dont s'extrait avec peine les consultants financiers épuisés. Avec la scénographe Elissa Bier, il s'agissait de montrer à quel point «l'homme formaté, privé de tous ses instincts naturels, perd prise et glisse comme sur une pente glacée», commentait alors le metteur en scène.

Auparavant, en 2005, Andrea Novicov avait déjà transfiguré *Woyzeck*, en projetant sur le mur des Réformateurs l'intérieur du cerveau agité de ce soldat à la santé mentale altérée. Créée dans le cadre du Festival Science et Cité organisé par l'Université, cette proposition audacieuse disait beaucoup de l'ambition intellectuelle qui

animait sans relâche le metteur en scène italophone.

Avec son magnifique accent et savoir rauque, Andrea aimait questionner et questionner encore, creuser et creuser encore. Au risque, parfois, d'épuiser ses équipes, qu'il ne ménageait pas. Cela dit, c'était aussi un très bon pédagogue, confia le metteur en scène Guillaume Béguin qui l'a eu comme enseignant lorsqu'il étudiait à la SPAD (Section professionnelle d'art dramatique du Conservatoire de Lausanne) à la fin des années 1990. «J'ai beaucoup appris sur le développement de l'imaginaire, sur le rythme du texte, le chevauchement des répliques, il avait des méthodes très précises et très instructives.»

Il prenait sans cesse le contrepied, secouait l'arbre des évidences, refusait toujours le confort d'un modèle établi

Parmi ses réussites au plateau, il faut encore mentionner sa mise en scène de *Valparaiso*, de Don DeLillo, en 2007. L'histoire improbable d'un homme parti pour rejoindre Valparaiso en Indiana et qui finit par atterrir à Valparaiso, au Chili. Une déroute existentielle qu'Andrea Novicov et Sylvie Kleiber à la scénographie ont traduite à travers un environnement constamment en mouvement.

Plus près de nous, en 2017, Andrea Novicov a encore surpris son monde en livrant à la Grange de Dornoy une version secouée d'*Et jamais nous ne serons séparés*, monologue d'une femme abandonnée, de Jon Fosse. Loin des regards figés sur la ligne d'horizon et des phrases suspendues propres aux habitudes «fossiennes», Nathalie Boulain enchaînait des services-volées qui ne mouraient jamais

dans le filet. Et tout cela dans un décor coloré! Pareille impertinence avec les vieilles dames buvant le thé dans *Du ciel tombaient les animaux*, créé à l'Orangerie, en 2020. Un rendez-vous ensoleillé dans lequel Yvette Thérault, magistrale en noir, annonçait la fin du monde façon pythie sans pitié.

Impossible de terminer ce tour d'horizon des réussites atypiques d'Andrea Novicov sans nommer sa dernière perle, savourée à l'Orangerie, l'an dernier: *La Saga des Lehman Brothers*, cabaret endiablé dans lequel Thierry Romanens et le trio Format A3 ont retracé l'histoire de cette dynastie qui a brillé, mais à quel prix, avant de s'effondrer. «Andrea a eu les mots pour harmoniser mon travail avec celui des musiciens. Il a vraiment donné le la à cette création qui a connu des moments de travail difficiles», nous confiait Thierry Romanens à la Maison de Tara.

L'Orangerie, l'écologie globale

L'Orangerie, justement. Avec son projet axé sur l'écologie, Andrea Novicov a beaucoup apporté à ce théâtre d'être installé dans le cadre enchanteur du parc La Grange, à Genève. Entre les spectacles évoquant le réchauffement climatique ou l'emballage du système économique, le potager géré par l'association La Libellule, les sets de dessins en direct et en musique, les journées consacrées à des communautés locales, la buvette végétale, les concerts endiablés ou encore les expositions de sensibilisation à l'environnement, le directeur a créé une expérience globale qu'il avait l'habitude de comparer à de la «permaculture théâtrale».

Comparaison bien trouvée, car, après l'être tempétueux qu'il avait pu être, Andrea Novicov s'était beaucoup assagi, privilégiant désormais le lien humain sur l'œuvre à tout prix. La douceur de son regard et son sourire amusé lors des concerts donnés près de l'étang de l'Orangerie restèrent comme des témoins de cet apaisement. Bon voyage dans l'au-delà, cher Andrea! ■

Ben s'envole, mais ses mots restent

HOMMAGE L'artiste d'avant-garde, qui aimait autant l'affirmation que le doute, et qui le placardait haut et fort sur les murs, a été retrouvé mort hier, chez lui, près de Nice

ÉLÉONORE SULSER
X @eleonoresulser

Ben écrivait d'une belle écriture ronde, en blanc sur fond noir – le plus souvent – comme pour arracher, par les mots, des éclats de lumière ou de rire à la noirceur du monde. Comme pour retrouver, peut-être, au milieu de ses nuits, quelque chose du soleil de la Méditerranée où il est né et a vécu le plus clair de sa vie.

Ses tableaux-écriture, que l'on a vus jusque sur des chaussettes, des t-shirts, des mugs et des cahiers d'écolier, l'ont rendu célèbre. Autant de poèmes brefs, de slogans bien à lui, de fausses réclames, d'aide-mémoire, de bouteilles à la mer, de pointes ironiques ou de rappels pressants adressés à l'humanité: «Cette toile tourne autour du soleil», «C'est le courage qui compte» ou encore «L'art est partout», proclamait-il sur ses toiles. Benjamin Vautier, qui signait tout simplement «Ben», était né le 18 juillet 1935 à Naples. Hier, il a été retrouvé mort, chez lui, près de Nice, une balle dans la tête – peu de temps après le décès de sa femme, notait le quotidien *Le Monde*. Une enquête a été ouverte.

«Je suisse»

Ben, l'enfant de la Méditerranée qui a vécu une enfance entre l'Italie, la France et la Turquie, était lié à la Suisse: la famille de son père venait du canton de Vaud. A propos de son pays d'origine et de passeport, il avait déclaré, sur un de ses tableaux-écriture les plus célèbres, accroché dans le pavillon suisse de l'Exposition universelle de Séville en 1992: «La Suisse n'existe pas». La formule – qui figurait pourtant non loin de «Je pense donc je suisse» – fit scandale à l'époque. Elle a, pourtant, été sans cesse réactivée pour le débat qu'elle suscite, pour son impact politique: un pays fédéral qui parle quatre langues peut-il constituer un pays?

«La vérité est multiple», prévenait Ben dans un autre aphorisme. Peut-être voyait-il aussi dans «La Suisse n'existe pas» une formule conjuratoire plus personnelle; le moyen secret d'effacer une expérience suisse et lausannoise, imposée par sa mère, dont il avait gardé, adolescent, un souvenir exécrable.

C'est ce qu'il confiait, dans les colonnes du *Temps* en 1999, à Myriam Meuwly qui s'était rendue à Nice, chez lui, pour recueillir l'histoire de ses débuts: c'est à Lausanne, lui disait-il, «que j'ai été le plus malheureux de ma vie. J'étais au collège scientifique où les enfants se moquaient de mon accent et de mes difficultés scolaires. J'ai eu souvent envie de me suicider en me jetant du pont Bessières. Les Lausannois chauvins ont été affreux avec moi, j'ai beaucoup souffert. Je leur en veux encore.»

Fou du roi

En manchette du *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*, qui l'avait invité pour une édition spéciale le 27 septembre 1996, l'artiste interrogeait de nouveau ses concitoyens avec une ironie féroce: «Existe-t-il un gène de l'hypocrisie essentiel à la survie de l'homme?» écrivait-il. Il se faisait, cependant, peu d'illusions sur sa capacité à bousculer vraiment le public: «L'artiste d'avant-garde est le fou du roi», déclarait-il alors avec lucidité à Philippe Mathonnet, dans les colonnes de ce même *Journal de Genève*.

Artiste d'avant-garde, observateur remarquable et féroce du monde qui l'entourait, Ben l'a été avec force. Il est un héritier de dada, de Duchamp, du lettrisme, il fut proche de Klein et d'Arman. Il a joué avec les mots, avec Dieu, avec les artistes et les œuvres, avec des escargots, avec des poubelles, avec l'actualité, avec l'art, avec le marché, avec la toile puis la Toile. Au début des années 1960, il rejoint le mouvement Fluxus. Une de ses œuvres de l'époque est une boîte en plastique noire flanquée d'une étiquette, où il est écrit: *Fluxbox Containing God Certified par Ben Vautier, 1961* («Fluxboîte» contenant Dieu, certifiée par Ben Vautier, 1961).

Au même titre que le statut de l'art et de l'œuvre, le développement d'internet le passionne, en témoigne son étonnant site, Ben-vautier.com. Sur l'une de ses innombrables pages, on peut lire ce texte: «A la recherche depuis 1955 d'un beau neuf et absolu, je suis amené en juin 1960 à penser et à écrire que: «Seule la mort contient pour son créateur la réalité d'un absolu esthétique. A la seule condition que l'artiste choisisse en celle-ci, non pas une fuite ni une solution à ses ennuis mais une création.» ■



Benjamin Vautier, né en 1935 à Naples, était lié au canton de Vaud par les origines de son père. (PARIS, 19 OCTOBRE 2016/AUDOIN DESFORGES/PASCO & CO)

PUBLICITE

crescendo

Piano à Saint-Ursanne

Festival international de piano
21^e édition

Cloître de la collégiale
2-13 août 2024
www.crescendo-jura.ch

La Nuit du concerto
Dimanche 8 septembre
Partenariat Théâtre du Jura
www.theatre-du-jura.ch

Grands solistes
Jeudi 21 novembre
Alexei Volodin, piano
Partenariat Théâtre du Jura
www.theatre-du-jura.ch

PROGRAMMATION | BILLETTERIE
sur www.crescendo-jura.ch

RENSEIGNEMENTS
+41 (0)79 486 77 49

Kit Armstrong
Christiane Baume-Sanglard
Kevin Chen | Fabrizio Chiovetta
Franck Ciup | Jean-Yves Clément
Pietro De Maria | Léonard Frey-Maibach
Rémi Geniet | Claire Huangci
Andrei Korobeinikov | Stella Legras
Sergio Marchegiani | Roger Muraro
Chiara Opalio | Marco Schiavo
Anna Schultz | Sergio Tiempo
Alexandre Todeschini | Vassilis Varvaresos
Lambert Wilson | Aglaya Zinchenko

casalQuartett
L'Orchestre International de Genève

«Ma grand-mère vit d'une retraite très modeste, mais malgré cela, elle a versé de l'argent à Orbán et au Fidesz pour leur campagne»



PROFIL

2004 Née le 19 septembre, à Mohacs (Hongrie).

2022 Sa vie bascule depuis un slam déclamé le 23 octobre. Remporte un concours de slam en décembre.

2023 Est condamnée en juin à une amende de 650 euros, pour «acte dangeux pour la société».

Elle arrive en survêtement noir, accompagnée de son manager, longue queue de cheval dans le dos et regard déterminé. Dans le parc d'un centre commercial de Budapest, Lili Pankotai détaille son parcours. De simple étudiante au caractère affirmé, elle est devenue la slameuse qui ose défier le premier ministre souverainiste hongrois Viktor Orbán, dénonce les manquements du système éducatif et montre du doigt les dérives autoritaires du Fidesz, le parti au pouvoir. Depuis qu'elle a déclamé son poème *Avenir* lors d'une grande manifestation estudiantine le 23 octobre 2022 pour soutenir des professeurs grévistes licenciés, sa vie a radicalement changé.

Des menaces de viol

Et pas forcément en bien. Dès le lendemain, Lili n'était plus la bienvenue dans son lycée catholique de la ville de Pécs. Trop dérangeante. Trop grossière. Le directeur ne voulait plus d'elle. «Au nom de notre institution, je déclare que nous respectons le droit à la liberté d'expression, mais que nous nous distançons du discours public de notre étudiante Lili Pankotai du 23 octobre 2022. Nous rejetons catégoriquement tout contenu incompatible avec nos valeurs chrétiennes», a écrit Zsolt Nyzsitor sur Facebook. Non grata, Lili s'est sentie contrainte de déménager quelques jours plus tard à Budapest, pour fréquenter une école moins conservatrice. Elle a dû quitter sa famille, ses amis, ses repères. Elle a subi des attaques, des menaces de viol, un déluge de haine de la part de médias pro-gouvernement. De quoi rester cloîtrée dans son nouveau chez elle. «C'était dur. Mais je m'y suis fait», lâche-t-elle, du haut de ses 19 ans.

Quand les insultes ont commencé à devenir violentes et les tentatives d'intimidation quotidiennes, elle se sentait d'abord «comme un lion en cage», qui peinait à contenir sa colère et ses frustrations. «Puis j'ai tenté de dépersonnaliser les attaques. Je me sens désormais plus forte pour affronter tout ça.» Elle sait qu'elle a un rôle à jouer, qu'elle

ne doit pas regretter d'avoir osé prendre la parole, pour dénoncer l'homophobie ou l'«amitié» entre Poutine et Orbán. Elle assume ses actes. D'ailleurs, elle a lancé une action en justice contre son ancienne école, pour les représailles subies. Son bac en poche, Lili compte entamer des études de droit, pour apprendre à se défendre. Et peut-être qu'elle se lancera un jour dans la politique, dit-elle.

«Nous sommes le présent»

«Que tu le croies ou pas/Je suis et nous sommes le présent/Ainsi que ce putain d'avenir», lançait-elle en octobre 2022 à Viktor Orbán. Ce slam, elle l'avait écrit six mois plus tôt, en à peine une heure. Aujourd'hui, c'est une Lili encore plus sûre d'elle et avec un discours très structuré, que nous rencontrons. Une Lili qui a même été invitée au Parlement européen. Elle incarne la rage d'une

Slameuse anti-Orbán

LILI PANKOTAI

La Hongroise de 19 ans a subi des menaces après s'être érigée contre le régime et l'absence de liberté académique. Elle incarne les rêves d'une partie de la jeunesse du pays

VALÉRIE DE GRAFFENRIED
X @vdegraffenried

partie de la jeunesse hongroise contre le régime du leader Orbán, au pouvoir depuis 2010. Celle qui refuse d'avaler sa propagande, qui s'érige contre un «abrutissement collectif» où la pensée critique n'a pas sa place. «Nous sommes les spectateurs passifs d'une pièce de théâtre infernale», dénonçait-elle dans la revue *Kometa*.

Petite, Lili était déjà rebelle. «J'ai toujours milité pour la justice, défendu les minorités et affronté mes profs sur ces questions.» Aujourd'hui, elle porte les cicatrices de son activisme. Si sa mère a toujours été son alliée, sa grand-mère ne lui parle plus. «Elle vient d'un petit village isolé où elle ne regarde qu'une seule chaîne de télévision, pro-gouvernement, souligne Lili. Alors elle a honte d'avoir une petite-fille accusée d'être une agente de la CIA ou que l'on dit payée par George Soros [le milliardaire hongro-américain devenu la bête

noire de Viktor Orbán, ndlr].» Et ajoute: «Elle vit d'une retraite très modeste, mais malgré cela, elle a versé de l'argent à Orbán et au Fidesz pour leur campagne.»

Un profond silence

Quand elle écrit, la jeune femme n'est pas du genre à se censurer. Elle veille au contraire à ce que ses mots claquent, qu'ils visent juste. Beaucoup de jeunes de son âge partent à l'étranger dans l'espoir de trouver une vie meilleure. «Mais moi ce que j'espère, c'est que le système s'améliore, pour que les jeunes puissent rester en Hongrie.» Elle l'avoue, elle est passée par des moments de désillusion, quand, arrivée à Budapest, elle s'est rendu compte que les associations d'étudiants étaient «atteintes du même virus que l'opposition, avec l'incapacité d'agir face au régime». Au final, cela n'a fait que renforcer sa détermination. Elle n'hésite pas, mégaphone en main, à manifester devant les bureaux de Viktor Orbán, même si cela lui vaut des coups de matraque.

Avant elle, d'autres lycéennes se sont muées en icônes actives. Fin 2018, Blanka Nagy, 19 ans à l'époque, s'est illustrée en prononçant un discours contre le régime depuis la ville de Kecskemét, où elle a comparé le Fidesz à une «épidémie perfide et contagieuse». Là aussi, la machine médiatique s'est emballée. Blanka s'est ensuite présentée à des élections municipales, avant de perdre espoir à la suite de la défaite de son camp. Elle se tient aujourd'hui à l'écart de la politique. Et de la scène publique.

Lili, elle, est toujours là. Que dirait-elle à Viktor Orbán si elle l'avait en face d'elle? Elle réfléchit, fait la moue. Puis sourit. «Je crois que je lui opposerais un grand silence.» Même si ses mots sont sa meilleure arme? «Je ne dis pas qu'il n'y a pas de communication, car nous ne sommes pas dans une dictature totale. Mais un profond silence vaut parfois mille mots. Sinon, en tant que représentante de la génération Z, je lui dirais simplement: «Frère, c'est mort: il est temps que tu t'en ailles.» ■

(HONGRIE, 5 DÉCEMBRE 2022/ANDI GALDI VINKO)

Un jour, une idée

La gastronomie africaine au féminin



(MAGALI GIRARDIN)

MARIE-AMÉLIE TOURE
X @MarieMaele

C'est l'histoire d'un mélange de saveurs entre la Suisse, le Gabon, le Maroc et la Tunisie. Avis aux amateurs de cuisine fusion, l'AfrikFestiFood signe son retour à Genève ce samedi. Après deux éditions organisées en marge des festivités qui mêlaient ateliers de découvertes culinaires, comptoir des saveurs, conférences ou encore projection de films, cette année, l'association se consacre exclusivement à son gala gastronomique Le Festin des Ailleurs. Au programme: menu en sept plats et accords mets-vins, le tout dans le cosy cadre de l'hôtel Marriott. Nouveauté pour cette 3e édition, les réjouissances seront orchestrées par des cheffes.

«Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait énormément de talents féminins, qui jouissent d'une moins bonne visibilité que les hommes», souligne Valérie Helfer, responsable de la communication du festival. Nous avons donc envie de mettre ces femmes brillantes en avant.»

Aux commandes, les cheffes Anto, Aya, Ker Astou et Ahlem proposeront aux convives une odyssée culinaire aux sapidités voyageant d'Afrique subsaharienne, en passant par le Maghreb, jusqu'en Suisse. Marraine de cette édition, la cheffe française d'origine gabonaise Anto Cocagne s'est notamment illustrée comme l'une des premières ambassadrices de la gastronomie afro-descendante en France, au travers notamment de son festival We Eat Africa, événement autour des cuisines d'Afrique, promou-

vant chefs et produits d'épicerie fine africains. «Cela fait plusieurs années que nous souhaitons la faire participer», détaille Angèle Monteleone, présidente du festival. Elle a été pionnière en France de cette mise en avant de la culture culinaire africaine.»

Prestations musicales, entracte humoristique, la soirée de gala sera également ponctuée par diverses animations. «Nous avons pensé que ce type de concept serait attrayant pour le public afro-descendant et au-delà, relève Valérie Helfer. Car la mission principale de l'association est de faire voyager ces talents, ces gastronomes, au-delà de la communauté.» ■

AfrikFestiFood, Le Festin des Ailleurs
Sa 8 juin à 19h, Hôtel Marriott, Genève
afrikfestifood.com